



PROGRAMME DE CONSOMMATION DURABLE ET SUBSTITUTION PARTIELLE AU BOIS-ENERGIE EN RDC

Rapport annuel
Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Titre du projet :	Programme de consommation durable et substitution partielle au bois énergie.
Numéro de référence MPTF du projet :²	00113546
Organisation de mise en œuvre :	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) – United Nations Capital Development Fund (UNCDF)
Rapport soumis par Nom : Titre : Organisation : Adresse email :	Damien Mama Représentant Résident PNUD-UNCDF damien.mama@undp.org
Contact en cas de besoin de clarification : Nom : Titre : Organisation : Adresse email :	Kouadio N’Goran Coordonnateur du Programme PNUD kouadio.ngoran@undp.org

Veuillez indiquer si ce rapport a été approuvé par le comité de pilotage du projet :

Oui ☐

Non ☒

Si oui, quand : Click or tap to enter a date.

Si non, date anticipée d’examen en comité de pilotage du projet : 20/02/2026

Abréviations et acronymes

ACE	Agence Congolaise de l'Environnement
ANSER	Agence Nationale de l'Electrification et des Services Energétiques en milieux rural et périurbain
BCDC	Banque Commerciale du Congo
CAFI	Central African Forest Initiative
CIRAD	Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CNE	Commission Nationale de l'Energie
COPIL	Comité du pilotage
CERERK	Centre d'Études et de Recherches sur les Énergies Renouvelables Kitsisa Khonde
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
EES	Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique
FA	Foyer Amélioré
FFN	Fonds Forestier National
FONAREDD	Fonds National REDD
GES	Gaz à Effet de Serre
GPL	Gaz de Pétrole Liquéfié
GTCRR	Groupe de Travail Climat REDD – Rénové
ISTA	Institut Supérieur des Techniques Appliquées
LDCIP	Least Development Investment Platform
LOA	Letter of Agreement
MCH	Microcentrale Hydroélectrique
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MPTF	Multi-Partner Trust Fund Office
MRHE	Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité
OCC	Office Congolaise de Contrôle
PNE	Politique Nationale de l'Energie
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA	Plan de Travail Annuel
REDD+	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts
SCP	Stratégie de Cuisson Propre
SG	Secrétariat Général
UNCDF	United Nations Capital Development Fund

Table des matières

1.	Données clés du projet	4
2.	Résumé des progrès réalisés par le projet	5
3.	Défis de mise en œuvre	5
3.1	Défis liés au contexte du pays	5
3.2	Défis inhérents au projet.....	6
3.3	Commentaires	6
4.	Evaluation de la performance du projet.....	8
4.1	Evaluation de la performance du projet sur base des indicateurs du cadre logique.....	8
4.2	Etat d'avancement de mise en œuvre des activités du projet pour la période de rapportage	14
5.	Résultats du Projet.....	20
5.1	Contributions du projet à l'atteinte des indicateurs du cadre de résultats de CAFI	20
5.1.1	Matrice des bénéficiaires	24
5.2	Contributions du projet à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention	26
6.	Communication et promotion	27
6.1	Illustration spécifique-Photos et vidéo HD.....	27
6.2	Stratégie et plan de communication	29
7.	Exécution financière	30
7.1	Décaissements.....	30
7.2	Contrats	35
7.3	Gestion financière, approvisionnement et ressources humaines.....	35
7.4	Mobilisation de ressources.....	36
7.5	Audits.....	36
7.6	Révisions budgétaires.....	36
8.	Suivi évaluation et apprentissage du projet	36
8.1	Etat d'avancement du plan de suivi du projet	37
8.2	Evaluations	37
8.3	Intégration des leçons apprises.....	37
8.4	Révisions programmatiques (le cas échéant).....	38
9.	Thèmes transversaux.....	38
9.1	Genre, peuples autochtones et autres groupes vulnérables	38
9.2	Respect des standards environnementaux et sociaux	38
10.	Gestion des risques	42
10.1	Matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée	42
10.2	Évaluation de la transparence et de l'intégrité	42
11.	Récapitulatif des livrables	43
12.	Annexes.....	43

1. Données clés du projet

Titre du projet	Programme de consommation durable et substitution partielle au bois énergie
Numéro de référence MPTF du projet	00113546
Hyperlien du document de projet ¹	Prodoc Révisé
Zone(s) d'intervention(s) du projet	Kinshasa, Bukavu, Goma, Lubumbashi, Kisangani, Isiro, Kalemie, Mbuji-mayi et Kananga ²
Institutions ou ministères de tutelle	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité, Ministère des Hydrocarbures
Organisations partenaires participantes de niveau 1 ³	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) – United Nations Capital Development Fund (UNCDF)
Budget total du projet (USD)	18 000 000
Durée totale du projet (mois)	48
Date d'approbation du projet par le Conseil d'administration de CAFI ou le Comité de pilotage du FONAREDD	08/11/2018
Date de réception des premiers fonds du MPTF	01/12/2018
Date d'approbation du 1 ^{er} Plan de Travail Budgétisé Annuel par le comité de pilotage du projet	28/02/2019
Date de clôture initiale	31/12/2022
Date de clôture révisée le cas échéant	31/12/2025
Dépenses du 01/01 au 31/12 de l'année de rapportage	\$2 667 744,82
Dépenses globales cumulatives (USD) au 31/12 de l'année de rapportage	\$16 964 324,46
Taux de consommation sur l'ensemble des tranches reçues	94,25%
Date et lien de l'évaluation à mi-parcours le cas échéant	28/07/2023 Evaluation à mi-parcours

¹ L'ensemble des documents de projet se trouve sur le Drive CAFI
https://drive.google.com/drive/folders/1RhAT_Hc5jycgw40xr7YZM57jV4zQFadQ. Sélectionner Country documents /
 Le pays ou regional / programming / active portfolio / numéro et nom du projet

² Les villes de Kalemie, Isiro ont été ajouté en remplacement de celles de Goma et Bukavu à raison de la guerre

³ Il s'agit des organisations qui ont reçu un financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du projet.

2. Résumé des progrès réalisés par le projet

Progrès ou résultats obtenus au cours de 2025	Résultats obtenus de manière cumulative depuis le début du projet ⁴
Impact : La déforestation stabilisée et les émissions de gaz à effet de serre liés à la production consommation énergétique de cuisson, y compris le bois sont réduites.	
Indicateurs d'impact 1 : Taux (en %) de réduction des pertes de forêt due à la production de bois-énergie (%)	
2 117,5 hectares de forêt sauvées.	0,4% soit 3 129,5 hectares de forêt sauvées au cours de la période allant de janvier 2021 à décembre 2024. Cette valeur est une mise à jour faite dans le rapport d'évaluation d'impacts du projet de 2021 à déc. 2024. Elle était de 1012 ha entre 2021-2022. Soit une progression d'environ 68%.
Indicateurs d'impact 2 : Volume des émissions de GES liées à la production et la consommation énergétique de cuisson.	
103 930 tonnes CO ₂ évitées	Plus de 103 930 tonnes de CO ₂ ont été évitées par l'usage de foyers améliorés et réchauds à GPL au cours de la période d'évaluation soit de janvier 2021 à décembre 2024. Soit une régression de 60% d'émission de CO ₂ par rapport à la précédente évaluation (110 452 t CO ₂).
Indicateurs d'impact 3 : Taux de réduction des dépenses des ménages liées à l'énergie de cuisson dans les zones cibles :	
Kin, Bukavu et Goma : 8,5 % pour les usagers des foyers améliorés et 20% pour ceux des réchauds à GP	Kin, Bukavu et Goma : 8,5 % pour les usagers des foyers améliorés et 20% pour ceux des réchauds à GPL (rapport mars 2025)
Effet 1 : Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l'importance des combustibles propres et foyers améliorés	
Indicateur 1 : Existence d'un mécanisme de coordination sur les énergies	
Un Arrêté Interministériel est en gestation pour ce cadre de concertation de la cuisson propre	Ce groupe de travail sera intégré dans le cadre de concertation de bois énergie et de cuisson propre dont l'arrêté interministériel d'organisation et de fonctionnement en cours de signature par trois ministres (MEDD, MRHE et MH)
Indicateur 2 : Pourcentage de personnes supplémentaires ayant une compréhension des bénéfices de la cuisson propre (groupé par type d'énergie/ foyer, catégorie d'utilisateurs et Genre) dans les zones cibles.	
Briquettes 13%, GPL 96%, Foyers améliorés 29.5%, 13% des répondants sont des femmes	Valeur mise à jour : Briquettes 60%, GPL 96%, Foyers améliorés 95%, 79,7% des répondants sont des femmes. Progression due aux efforts de sensibilisation du programme Valeur précédente : Briquettes 47%, GPL 66,5%, Foyers améliorés 82%, 84% des répondants sont des femmes.
Effet 2: Le marché local de la cuisson propre (énergies et foyers améliorés) est développé de manière viable et commerciale au travers d'un programme d'incubation	
Indicateur 1 : Nombre de nouveaux ménages utilisant les foyers améliorés comme source de cuisson dans les zones cibles	
N/A ⁵	119297 reparti comme suit : Kin: 62270 Lub : 12699 Bukavu : 4437 Goma : 48633
Indicateur 2 : Nombre de ménages utilisant le GPL comme source de cuisson principale ou secondaire dans les zones cibles	
N/A	Bukavu et Goma : 15296
Indicateur 3 : Proportion de la population de la RDC utilisant les sources d'énergie propre pour la cuisson, dans les zones cibles	
Pas de changement, car aucune autre étude supplémentaire de référence n'a été réalisée Kinshasa : N/A Lubumbashi N/A Bukavu N/A Goma : N/A	Kin : 38,6% Lubumbashi : 18,6% Bukavu : 13,7% Goma : 55,5%
Indicateur 4 : Nombre d'emplois directs et indirects créés	
N/A	1072 emplois directs, dont (31%) femmes et (69%) jeunes.

3. Défis de mise en œuvre

3.1 Défis liés au contexte du pays

L'année 2025 a été fortement marqué par la guerre dans l'Est du pays depuis le mois de janvier. Cette guerre a ainsi fragilisé la paix et exacerbé la pression sur les ressources naturelles en général et sur le bois-énergie en particulier. Cette pression a engendré le déplacement des populations avec une recrudescence des besoins de cuisson dans les ménages. L'exploitation illicite du bois, même s'il n'y a pas de rapports officiels,

⁴ Rapport d'évaluation des indicateurs d'impacts du Fonds de défis et incubation pour la cuisson propre, Novembre 2024 – Mars 2025.

⁵ Les partenaires ne soient plus tenus contractuellement à partager les données de vente après 2024.

fait partie des activités généralement pratiquées par les groupes armés pour financer la guerre. La conséquence est malheureusement, le déboisement ou déforestation accélérée dans les zones impactées.

Par ailleurs, cette guerre a malheureusement affecté les entreprises, notamment celle œuvrant dans les énergies de cuisson (foyer améliorés et GPL). Celles ont eu leurs ateliers ou entrepôts parfois pillés ou contraint à relocalisée. Plusieurs activités prévues dans la zone Est du pays ont été soit annulée soit délocalisées dans d'autres provinces.

A cela, s'ajoute la guerre en Ukraine et le changement dans l'administration des Etats Unies d'Amérique en janvier 2025, avec l'élection du président Donald Trump et les coupes budgétaires vers plusieurs organisations du Système des Nations Unies des ONG ont limité les ressources y compris pour la protection de l'environnement.

3.2 Défis inhérents au projet

Le contexte général du pays a eu des impacts très significatifs sur la mise en œuvre des activités du programme. En plus de la guerre dans l'Est du pays, l'instabilité institutionnelle, notamment au sein de l'Agence Congolaise de l'Environnement (ACE), a fortement retardé, au cours de l'année, l'analyse du rapport de l'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) de la Politique Nationale de l'Énergie (PNE), transmis depuis octobre 2024. La note d'analyse dudit rapport n'a été reçue qu'en avril 2025 et les commentaires ont été intégrés, et le document a été à nouveau soumis à l'ACE pour validation. Depuis 14 août 2025 l'avis favorable de l'ACE, valant Certificat environnemental, a été délivré. A ce jour le document de la PNE a été transmis au secrétariat du gouvernement en novembre 2025 attendant l'adoption en conseil des ministres.

L'élaboration des Plans Directeurs pour le GPL a également été fortement affectée par la guerre à Goma et Bukavu. Sur recommandation du Comité de Pilotage (COPIL), les villes d'Isiro et de Kalemie ont été sélectionnées en étroite collaboration avec le Secrétariat aux Hydrocarbures et le cabinet de conseil Deloitte, mandaté pour cette mission ([cf. compte rendu de la réunion de sélection des villes alternatives](#)). Par ailleurs, bien que d'autres villes soient restées accessibles, le déploiement des consultants internationaux a été retardé en raison du climat d'insécurité et de la perception négative liée à la situation sécuritaire en RDC. Le déploiement des experts a finalement pu être effectué en avril.

De plus, le recrutement du cabinet chargé de l'étude de faisabilité technique pour la construction du centre de réception et de stockage de GPL s'est finalisé tard dû à 2 processus infructueux avant d'avoir un cabinet qualifié. Les résultats finaux des études seront donc disponibles d'ici fin mars 2026.

Enfin, le programme connaît une difficulté persistante d'avoir la signature de l'arrêté interministériel pour la coordination du secteur du bois énergie soumis au cabinet de la Ministre de l'environnement du Développement Durable et celui des 3 arrêtés sur le GPL transmis à l'autorité depuis décembre 2025.

3.3 Commentaires

La délocalisation des sites d'étude pour l'élaboration des Plan directeurs de Goma et de Bukavu respectivement à Isiro et Kalemie et le démarrage tardif des études dans les villes de Lubumbashi, Kananga, Mbuji-Mayi a impacté la planification initiale de l'élaboration des Plans Directeurs additionnels. Une estimation réaliste du temps additionnel pour la réalisation de toutes les études des 6 provinces a été faite et motivée la demande d'extension de la durée du projet, qui a été accordée jusqu'au 31 décembre 2026.

Par ailleurs, toutes les recommandations formulées lors du COPIL 2025 ont été suivies, et leur état d'avancement est présenté ci-dessous :

#	Recommandations	Responsables	Délais	Etat d'avancement
1	Adresser un courriel officiel à ANSER pour obtenir ou pas son engagement ou pas de la construction de la microcentrale hydroélectrique de YAME et cas échéant saisir le bailleur pour son autorisation à construire une microcentrale photovoltaïque ;	Programme FONAREDD/Energie	Immédiat	En cours Courrier du Représentant Résident adressé à ANSER reste sans succès (documenter le dossier de Masisi)

2	Mettre en place un cadre de collaboration entre le SG RHE, CERERK (ISTA) et OCC pour clarifier les questions de certification des foyers améliorés	SG aux Ressources Hydrauliques et Electricité	Immédiat	En cours Les contacts étaient pris avec les différentes parties prenantes mais le cadre n'est encore formalisé.
3	Prendre en compte les commentaires et observations qui seront communiqué par CAFI pour l'atteinte des résultats	Programme FONAREDD/Energie	Immédiat	Réalisée <i>À travers le rapport Annuel et le PTA 2025</i>
4	Faire saisir officiellement La Ministre de l'Environnement et du Développement Durable afin d'instruire l'ACE à accélérer la validation de l'Evaluation environnementale et sociale stratégique de la Politique Nationale de l'Energie ;	Programme FONAREDD/Energie et SG aux Ressources Hydrauliques et Electricité	Immédiat	Réalisée <u>Le courrier du RR était adressée au ministre de RHE</u> pour qu'il saisisse le Ministre d'Etat MEDD. En parallèle, après suivi, <u>l'ACE a formulé des observations sur l'EESS</u> et déjà intégrées par le cabinet d'études et transmis officiellement par <u>le SG des RHE depuis le 24 juin 2025</u> Présentement, on est à l'attente du certificat.
5	Observer l'évolution de la situation sécuritaire à l'Est du pays (Goma et Bukavu) jusqu'au 31 mars 2025. En cas d'impossibilité de s'y déployer, mener les consultations nécessaires pour la sélection d'autres villes pour réaliser les Plans Directeur GPL.	Programme FONAREDD/Energie et SG aux Hydrocarbures	Fin mars 2025	Réalisée <i>Après concertation entre le Programme et SG aux Hydrocarbures associé avec le Cabinet d'études, le choix a apporté sur les villes de Kalemie et d'Isiro. <u>Ici Compte Rendu</u></i>

4. Evaluation de la performance du projet

4.1 Evaluation de la performance du projet sur base des indicateurs du cadre logique

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁶	Cible visée pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur atteinte pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur 2021 (en cumulatif) ⁷	Valeur 2022 (en cumulatif) ⁸	Valeur 2023 (en cumulatif) ⁹	Valeur actuelle 2024 (en cumulatif) ¹⁰	Valeur actuelle 2025 (en cumulatif) ¹¹	Cible finale dans le prodoc ¹²	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d'approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ¹³
Produit 1.1 : Les programmes CAFI sont informés par des analyses approfondies de la production et de la consommation en énergie de cuisson, y compris le bois-énergie	1.1.1 Nombre d'Études bois-énergie et GPL réalisées permettant d'orienter l'action technique et politique (plaidoyer, politique, incubateur)	0	6	6	5	6	10	10	16	1			4 Rapports baselines conso bois-énergie 2021 (Kin, Lub, Goma, Bukavu) 4 Rapports bois-énergie 2023 (Kin, Lub, Goma, Bukavu) 1 Rapport d'analyse du marché GPL Kinshasa 1 Rapport baseline conso bois-énergie Kisangani 6 rapports d'étude d'analyse du marché de GPL dans les villes de Lub, Kananga, Mbujimayi, Isiro, Kalemie, Kisangani.
	1.1.2 Existence d'un Cadre fonctionnel de suivi du secteur bois-énergie/consommation énergie de cuisson	0	0	0	0	0	1	1	1	1			A ce jour, un cadre de concertation sur le bois-énergie et la cuisson propre est mise en place et un Arrêté Interministériel est en cours des signatures entre le Ministère de l'Environnement et DD, le Ministère des

⁶ Préciser l'unité.

⁷ Tenir compte de la valeur validée par le rapport annuel FONAREDD /CAFI 2021

⁸ Tenir compte de la valeur validée par le rapport annuel FONAREDD /CAFI 2022

⁹ Tenir compte de la valeur validée par le rapport annuel FONAREDD /CAFI 2023

¹⁰ Indiquer la valeur à l'issue de la période de rapportage.

¹¹ Indiquer la valeur à l'issue de la période de rapportage.

¹² Indiquer la cible telle que renseignée dans le document de projet.

¹³ Les commentaires doivent inclure les raisons pour les progrès significatifs, les retards ou changements le cas échéant.

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁶	Cible visée pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur atteinte pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur 2021 (en cumula rif) ⁷	Valeur 2022 (en cumula tif) ⁸	Valeur 2023 (en cumulatif) ⁹	Valeur actuelle 2024 (en cumulatif) ¹⁰	Valeur actuelle 2025 (en cumulatif) ¹¹	Cible finale dans le prodoc ¹²	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d'approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ¹³
													Ressources Hydrauliques et Electricité et le Ministère des Hydrocarbures.
Produit 1.2 : Le potentiel REDD+ lié au secteur de la micro-hydro (MCH) est étudié et évalué	1.2.1 Nombre d'études de faisabilité réalisées sur le potentiel des MCH	0	NA	NA	3	3	3	3	3	4	3	CT55 Résolution Energie	Seulement 3 études ont été réalisées. La 4e a été annulée en COPIL, car se trouvant dans la RFO classée patrimoine mondial. MCH du site de YAME MCH du site de WEDE MCH du site de MABINZA
	1.2.2 Nombre de sites de MCH construits	0	NA	NA	0	0	0	0	0	1	0	CT55 Résolution Energie	Le CT dans sa résolution 55 a recommandé que la construction de la centrale de Yamé soit transférée à ANSER, qui a déjà mobiliser 4.5 millions du budget national pour la réalisation de la centrale. De facto, la cible de cet indicateur devient « o »
	1.2.3 Nombre de ménages ruraux supplémentaires disposant d'électricité issue des MCH	0	NA	NA	0	0	0	0	0	4000	0	CT55 Résolution Energie	Idem. Suivant la recommandation de COPIL du 11 février 2025, une correspondance a été adressée à ANSER pour confirmer son engagement à développer le site et faire un état des lieux de l'avancement des travaux. Cette correspondance est restée sans suite.
	Nombre de ménages connectés	0	1100	0	0	0	0	0	0	1100	1100	Ces indicateurs font suite à la matrice de réponse aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours du programme.	ANSER n'a jusque-là pas pu confirmer le financement et débiter les travaux. Le programme étudie une alternative pour la réalisation de l'indicateur. Il s'agit de la connexion de ménages dans le territoire de Masisi, en synergie avec le projet MCH tel que prévu dans le prodoc.
	Nombre de charbonniers formés	0	50	50	0	0	0	0	50	50	50		Rapport de formation des charbonniers et la liste des participants

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁶	Cible visée pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur atteinte pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur 2021 (en cumulatif) ⁷	Valeur 2022 (en cumulatif) ⁸	Valeur 2023 (en cumulatif) ⁹	Valeur actuelle 2024 (en cumulatif) ¹⁰	Valeur actuelle 2025 (en cumulatif) ¹¹	Cible finale dans le prodoc ¹²	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d'approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ¹³
	Rapport d'Assistance technique et d'efficacité de fours-post formation et du combustible produit	0	1	1	0	0	0	0	1	1	1		Rapport d'assistance technique post formation
Produit 1.3 : Le leadership politique et les institutions techniques sont renforcés pour engager la RDC sur le chemin de sa transition énergétique vers la cuisson propre et créer un environnement favorable au marché tout en protégeant les consommateurs	1.3.1. Nombre d'acteurs, publics et privés, formés sur la problématique des énergies propres de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagregés par genre	0	10	89 (61 hommes et 28 femmes)	14 (10 hommes et 4 femmes)	28 (21 hommes et 7 femmes)	70 (53 hommes et 17 femmes)	156 (110 hommes et 46 femmes)	245 (171 hommes et 74 femmes)	80			L'indicateur a été désagregé soit en moyenne 30.2% de femmes et 69.8% d'hommes
	1.3.2. Nombre de voyages d'échanges et d'études réalisées sur les énergies propres de cuisson, désagregées par type (bois-énergie, GPL, etc.)	0	1	1	0	3	4	5	6	5			1 voyage effectué à la Société Ivoirienne de Raffinerie (SIR) Abidjan en Côte d'Ivoire en octobre 2025 dans le cadre de visite d'expérience au terminal de réception et de stockage GPL.
	1.3.3. Nombre de groupe inclusif de travail « Énergie de cuisson » fonctionnel	0	0	0	1	1	1	1	1	1			Processus d'intégration de la cuisson propre dans l'agenda du avec le Comité consultatif de la CNE n'a pas abouti (voir raison au 1.1.2). Ainsi le programme appuie l'élaboration d'un arrêté interministériel pour la mise en place d'un cadre de concertation bois-énergie-cuisson propre en cours de signature.
	1.3.4. Nombre de projets d'investissement en appui au GPL développé	0	1	0	0	0	0	0	0	1			L'entreprise est déjà recrutée et la réalisation de cette étude de faisabilité est en cours et sera finalisé d'ici fin mars 2026
Produit 1.4 : Le cadre légal, politique et réglementaire national portant sur le secteur de l'énergie volet bois énergie, volet GPL et autre	1.4.1. Existence d'une Politique du sous-secteur bois-énergie (et cuisson propre) validée par les parties prenantes et assortie d'instruments de mise en œuvre	0	0	0	0	1	1	1	1	1			La Politique a été validée depuis 2022. Seul l'EES de la PNE a été élaborée en 2024 et soumise pour approbation à l'ACE depuis octobre 2024. L'ACE a formulée des observations et le rapport EESS révisé a été renvoyé le 24 juin 2025 . Depuis fin décembre 2025, le document est en examen au Conseil des ministres

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁶	Cible visée pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur atteinte pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur 2021 (en cumula rif) ⁷	Valeur 2022 (en cumula tif) ⁸	Valeur 2023 (en cumulatif) ⁹	Valeur actuelle 2024 (en cumulatif) ¹⁰	Valeur actuelle 2025 (en cumulatif) ¹¹	Cible finale dans le prodoc ¹²	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d'approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ¹³
source de combustible de substitutions, est opérationnel	1.4.2 Nombre de personnes (secteur public, secteur privé, société civile) impliquées dans les concertations pour l'élaboration et la mise en œuvre des réformes du secteur des énergies de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagrégué par genre	0	50	380	50	3000	3063	3189	3569	50			Ce sont les personnes issues des processus de la PNE, des Plans Directeurs, Stratégie de cuisson propre et textes juridiques GPL. Une désagrégation par genre est en cours de compilation
	1.4.3 Nombre de textes légaux et réglementaires, procédures administratives (i) rédigés (ii) présentés à consultation publique (iii) promulgués sur la gestion du sous-secteur GPL	0	2	2	0	0	0	2	2	6			Les textes juridiques sur les hydrocarbures incluant le GPL ont été validé le 4 décembre 2024, moyennant l'intégration des recommandations. (i) rédigés : 2 (ii) présentés à consultation publique : 2 (iii) Le décret et l'Arrêté ministériel sur la gestion du sous-secteur GPL. Cependant, sur les 4 arrêtés supplémentaire, 3 arrêtés (dont 2 fusionnés en un seul Arrêté) sont déjà préparés et transmis au Ministre par le SG pour Signature
Produit 1.5 : Une stratégie de communication multi acteurs et multisectorielle est conçue, de manière participative pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe, et est déployée	1.5.1 Existence d'une stratégie de marketing, pour les énergies de cuisson propres, basée sur le changement des comportements	0	0	0	1	1	1	1	1	1			RAS
	1.5.2 Nombre de personnes sensibilisées sur les énergies de cuisson propres (y compris bois-énergie et GPL) par type d'acteur et par genre (consommateurs, producteurs, acteurs publics, etc.)	0	750 000	1 500 000	0	1 000 000	21 400 000	37 400 000	38 500 500	7 000 000			Vue des émissions télé en ligne Et plus de 1 million de personnes touchées par la campagne de sensibilisation réalisée avec l'appui de 750 jeunes volontaires.

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁶	Cible visée pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur atteinte pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur 2021 (en cumula rif) ⁷	Valeur 2022 (en cumula tif) ⁸	Valeur 2023 (en cumulatif) ⁹	Valeur actuelle 2024 (en cumulatif) ¹⁰	Valeur actuelle 2025 (en cumulatif) ¹¹	Cible finale dans le prodoc ¹²	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d'approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ¹³
Produit 2.1 : Les opportunités et les besoins dans le secteur de la cuisson propre ont été identifiés et les acteurs sélectionnés en utilisant un processus de sélection compétitif basé sur l'aptitude au marché	2.1.1. Existence d'un mécanisme d'incubation des entreprises du secteur des FA, validé	0	0	0	1	1	1	1	1	1			RAS
	2.1.2. Nombre d'entreprises de cuisson propre (producteurs et distributeurs) sélectionnées et évaluées par type (bois-énergie/GPL)	0	0	0	122	228	228	228	228	40			Aucune nouvelle entreprise n'a été analysée
	2.1.3. Nombre d'accords de partenariat signé avec les entreprises de cuisson propre	0	1	1	0	4	16	16	17	8			Un accord a été signé avec Equity BCDC pour relancer la microfinance GPL. 4100 personnes ont été sensibilisés sur la cuisson propre ainsi que sur le crédit cuisson propre dont 640 à Lubumbashi et 3460 à Kinshasa. 2100 demandes de crédit cuisson propre ont été recoltées par Equity BCDC qui est en train de les analyser.
Produit 2.2 : La viabilité du business et le marché durable des partenaires sélectionnés sont améliorés grâce aux services d'assistance technique (AT)	2.2.1 Nombre de personnes bénéficiant de l'assistance technique directe et collective fournie (par type)	0	15	36	184	51	241	257	293	130			A raison de 3 personnes par entreprise ont reçu une assistance technique. Il s'agit de : Equity BCDC, COOPEC AKIBA YETU, ALTECH GROUP, BASCONS, TAD ET MBOA, ESF, BRISOL, HALT BANK, SOGAZ, DAP ENERGY, BBOXX, IHUSI GAZ dans le cadre exploration de la mise en échelle du marché de caisson propre en RDC
	2.2.2. Taux d'augmentation des ventes de partenaires du projet	0	0%	0%	0	44%	46,5%	46,5%	46,5%	10%			Les contrats des entreprises s'est achevé en déc. 2024.
	2.2.3 Nombre de foyers améliorés disséminés	0	0	0	29859	31743	178 975	202810	202810	10200			Pas de foyers améliorés distribués reportés car les contrats des entreprises ont pris fin en décembre 2024.
Produit 2.3 : Des mécanismes de financement pour la cuisson propre	2.3.1. Volume des financements engagés / décaissés / décaissés, par type (don, prêts, etc.) et cible (entreprise, ménages, etc.) et Genre	0	2	2	9	12	16	20	22	18			En plus des 16 partenariats sous forme de dons basés sur la performance de 2023 4 accords en addendum ont été

Produits	Indicateurs	Ligne de base ⁶	Cible visée pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur atteinte pour la période de rapportage (non cumulative)	Valeur 2021 (en cumulatif) ⁷	Valeur 2022 (en cumulatif) ⁸	Valeur 2023 (en cumulatif) ⁹	Valeur actuelle 2024 (en cumulatif) ¹⁰	Valeur actuelle 2025 (en cumulatif) ¹¹	Cible finale dans le prodoc ¹²	Cible finale révisée le cas échéant	Hyperlien et numéro de la décision d'approbation de la révision de la cible le cas échéant	Commentaires ¹³
sont établis afin de répondre aux besoins de financement durables des entreprises partenaires													signés en 2024. A cela s'ajoutent 2 prêts concessionnels hors budget du projet.
	2.3.2. Nombre de nouveaux produits financiers énergétiques créés	0	1	1	2	2	2	2	3	3			Un accord a été signé avec Equity BCDC pour relancer la microfinance GPL. Sur 4100 personnes sensibilisées par Equity BCDC, 2100 ont exprimé le besoin de crédit cuisson propre.

4.2 Etat d'avancement de mise en œuvre des activités du projet pour la période de rapportage

Le plan de travail budgétisé 2024 approuvé est disponible sous ce lien : [\(PTBA 2025 approuvé par le COPIL du programme\)](#)

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Produit ¹⁴ (ex. 1.1)	Chronologie prévue pour cette activité ¹⁵	Cible prévue dans le PTBA 2025	Valeur atteinte au 31 décembre 2025	Statut à la fin de la période de rapportage	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
1.1.1 : Conduire les études d'analyse de la demande actuelle et prospective du déploiement du GPL dans les villes de Bukavu, Goma, Kananga, Kisangani, Lubumbashi et Mbuji-Mayi avec des objectifs chiffrés suivant la taille de chaque marché.	1.1	Du 11/07/2025 au 31/12/2025	6	6	Achevé	Les 6 rapports sont élaborés et validés par les parties prenantes des villes respectives	
1.2.1 Faire le branchement des ménages au réseau de distribution de la MCH de Yame	1.2	Du 11/07/2025 au 31/12/2025	1100 ménages connectés 10 usagers productifs communautaires connectés	0	En cours	Appui à la connexion des ménages à Masisi en synergie avec le projet MCH financé par GEF	ANSER n'a jusque-là pas pu confirmer le financement et débiter les travaux. Le programme a donc soutenu le branchement de ménages dans le territoire de Masisi, en synergie avec le projet MCH tel que prévu dans le prodoc.
1.3.1 Réaliser l'étude de faisabilité technique et financière du centre de réception et de stockage du GPL	1.3	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	1	0	En cours	Le rapport d'Avant-projet sommaire (APS) est disponible	Finalisation de l'APD en mars 2026. Le défi lié aux données géotechniques et les études de danger seront réalisés en février 2026
1.3.2 Organiser un séminaire de promotion de la cuisson de la cuisson propre (GPL, FA, Biogaz, briquettes)	1.3	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	10 Acteurs, publics et privés, formés sur la problématique des énergies propres de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagregés par Genre	0	Non entamé	Un accord est passé avec le SG aux Hydrocarbures pour couvrir cette activité en collaboration avec IFC/BM	Cette activité est reportée au 1 ^{er} Trimestre de l'année 2026

¹⁴ Indiquer seulement le numéro du Produit dans lequel s'inscrit l'activité.

¹⁵ Merci de vous référer au calendrier de mise en œuvre du cadre logique du projet.

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Produit ¹⁴ (ex. 1.1)	Chronologie prévue pour cette activité ¹⁵	Cible prévue dans le PTBA 2025	Valeur atteinte au 31 décembre 2025	Statut à la fin de la période de rapportage	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
1.3.3 : Etablir le comité permanent bois-énergie et cuisson propre et renforcer ses capacités	1.3	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	1 groupe inclusif de travail « Énergie de cuisson » fonctionne	1	En cours	Une LOA avait été signée en 2024 avec le MEDD qui a permis de faire la formation des membres du comité permanent sur le bois-énergie-cuisson propre .	Suivi de la signature de l'arrêté interministériel bois-énergie cuisson propre.
1.4.1: Valider l'EESS et transmettre la PNE au conseil des ministres pour adoption, la Politique Nationale de l'Énergie (PNE)	1.4	Du 01/01/2025 au 30/06/2025	1 Politique du sous-secteur bois- énergie (et cuisson propre) validée par les parties prenantes et assortie d'instruments de mise en œuvre	1	Achévé	Après la note d'analyse de l'ACE du 27 mars 2025 , le rapport de l'EESS révisé a été transmis à l'ACE le 25 juin 2025 par le SG RHE . L'EESS a été finalisé et un avis favorable délivré par l'ACE. La PNE mise à jour imprimée et transmise au secrétariat du gouvernement pour endossement en Conseil des Ministres	
1.4.2 : Finaliser les textes juridiques GPL	1.3	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	2 (1 Décret GPL et 1 arrêté spécifications GPL)	2	Achévé	Les 2 textes juridiques sont déjà signés et publiés au JO. 4 arrêtés cristallisés en 3 arrêtés d'application sur le GPL identifiés dans le décret, sont élaborés et transmis par le SG au Ministre des Hydrocarbures pour signature.	
1.4.3: Collecter les données sur le flux du bois énergie de la ville de Kinshasa.	1.4	Du 01/01/2025 au 30/06/2025	1 application de collecte de données	1	Achévé	Une application Android développée (CommCare) pour la collecte de données sur le bois-énergie et le GPL. Formation des acteurs du Fonds Forestiers National, suivi de la mission d'un mois de mission de collecte des données dans les différents points d'entrées de Kinshasa (Kasangulu, Port Liaki, Kinkole, Ngwele et Menkao).	Pérennisation de collecte des données

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Produit ¹⁴ (ex. 1.1)	Chronologie prévue pour cette activité ¹⁵	Cible prévue dans le PTBA 2025	Valeur atteinte au 31 décembre 2025	Statut à la fin de la période de rapportage	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
1.4.4: Elaborer les plans Directeurs GPL des villes de Bukavu, Goma, Kananga, Kisangani, Lubumbashi et Mbuji-Mayi	1.4	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	6	0	En cours	Sur décision de COPIL du 11 février 2025, les villes de Goma et Bukavu ont été remplacées par celles de Kalemie et Isiro en concertation avec le SG Hydro 6 rapports d'analyse du marché GPL dans les villes concernées ont été élaborés et validés. Les plans directeurs sont en cours d'élaboration sur la base des résultats des analyses du marché de GPL de chaque ville. Leur présentation et validation sont envisagés d'ici avril 2026	Finaliser d'ici fin avril 2026 les 6 plans Directeurs
1.5.1: Acquisition de matériel de communication du programme	1.5	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	500 T-shirts blancs, 500 Casquettes, 500 Polos Lacoste blancs, 500 Sacs à dos noirs, 500 blocs-notes	500 T-shirts 20 000 tabliers	Achevé	Matériels acquis pour la campagne de sensibilisation réalisée avec les jeune volontaires	Réédicter cette campagne à Lubumbashi
1.5.2 : Mise en œuvre d'activités de visibilité sur la cuisson propre (les Foyers Améliorés, GPL, processus d'élaboration de la politique nationale de l'énergie, Plans Directeurs et textes Juridiques GPL)	1.5	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	500 000 personnes Sensibilisées sur les énergies de cuisson propres (y compris bois-énergie et GPL) par type d'acteur et par genre (Consommateurs, producteurs, acteurs publics, etc.)	0	Achevé	Une vaste campagne de sensibilisation a été réalisée à Kinshasa en b2b et en ligne sur les réseaux sociaux. Elle a touché plus d'1 million de personne.	Rééditer la campagne à Lubumbashi avec cette approche innovante impliquant les jeunes volontaires.
1.6.1 : Effectuer 1 voyage d'échange et de formation pratique avec un pays africain sur les technologies de cuisson propre	1.6	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	11	0 5 sessions de travail (ateliers)	Achevé	Un voyage d'échange sur le GPL était effectué en octobre 2025 à Abidjan en Côte d'Ivoire à la Société Ivoirienne de Raffinerie (SIR) par une délégation composée de 7 experts dont 4 du Ministère	Capitaliser les acquis de la mission dans la finalisation de l'étude de faisabilité du centre de réception et de stockage de GPL à Muanda.

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Produit ¹⁴ (ex. 1.1)	Chronologie prévue pour cette activité ¹⁵	Cible prévue dans le PTBA 2025	Valeur atteinte au 31 décembre 2025	Statut à la fin de la période de rapportage	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
						des Hydrocarbures et 3 de la SOCIR	
1.6.2: Formation des Charbonniers sur les meilleures techniques de carbonisation	1.6	Du 01/01/2025 au 30/06/2025	50 Charbonniers formés	1	Achevé	Suivant la LOA avec ANSER, les charbonniers étaient formés au plateau de Bateke dans le village Ibi bateke outre la formation sur la carbonisation les participants ont également bénéficié la formation sur l'Agroforesterie et le plan d'affaires. 3 rapports étaient produits à l'issu de cette activité : 1. Rapport de formation des charbonniers 2. Manuel de formation 3. Rapport d'assistance technique post formation 4 imprimantes Lasers remises à l'ISTA pour apposer les logos du projet su les foyers testés	Collecte et traitement régulier des données pour un suivi des activités de bois-énergie et de GPL à Kinshasa.
2.1.1: Conduire 3 analyses des besoins des solutions de cuisson propre pour identifier les pipelines d'investissement : Foyers améliorés et Biomasse propre, GPL et gaz propre, Electrification	2.1	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	3 analyses : Foyers améliorés et biomasse propre, GPL et gaz propre, Electrification	0	Achevé	L'état de lieu des besoins des solutions de cuisson propre effectué et pipelines identifiés pour la mise en échèle des Foyers améliorés et biomasse propre, GPL et gaz propre, Electrification. L'état de lieu a été partagé dans le document du programme Energie2 ainsi que les pipelines identifiés autour des technologies ciblées.	
2.1.2: Test d'évolution de la performance des foyers améliorés à l'issue de l'assistance technique déjà réalisée (Lubumbashi et Kinshasa)	2.1	Du 01/01/2025 au 30/06/2025	1 Tests d'évolution de la performance des foyers améliorés, 1 test de	3 Foyers améliorés testés	Achevé	1 tests était réalisé. Chacun de 3 FA a été testé sur la Durabilité, Rendement énergétique et Sécurité	Les foyers améliorés et briquettes de la zone est (Goma et Bukavu) n'ont pas été testés parce qu'il a été difficile de les collecter et

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Produit ¹⁴ (ex. 1.1)	Chronologie prévue pour cette activité ¹⁵	Cible prévue dans le PTBA 2025	Valeur atteinte au 31 décembre 2025	Statut à la fin de la période de rapportage	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
			performance des briquettes de cuisson			Ces tests de performance ont été effectués sous la ligne budgétaire PNUD en collaboration avec Anser et ISTA/CERERK.	expédier à Kinshasa étant donné la situation de guerre
2.1.3: Réaliser une étude d'impact final du fonds de défis	2.1	Du 01/01/2025 au 30/06/2025	1		Achevé	L'étude d'impact a été effectué et rapport produit et disponible Ici	
2.2.1: Apporter une assistance technique individualisée aux entreprises au niveau des opérations/productions et revenue pour être considérée une entreprise viable et capable de contribuer de manière durable au marché	2.2	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	80 acteurs (entreprises) appuyés collectivement et individuellement	36	Achevé	- Séances d'orientation effectuée avec - Equity BCDC sur la microfinance GPL ; - Séance d'évaluation des capacités de COOPEC AKIBA YETU en post-guerre pour accéder au prêt concessionnel ou garantie, - Séances de suivi du prêt concessionnel octroyé à BBOX. Rééchelonnement du prêt concessionnel BBOX, - Séances de suivi et analyse des livrables de Equity BCDC par rapport à la microfinance sur le GPL à Lubumbashi et à Kinshasa .	
2.2.2.: Réaliser des audits énergétiques et faciliter les partenariats (AT, conférences, et ateliers) entre producteurs, distributeurs, fournisseurs d'équipement, PME, entités de crédit carbone pour renforcer les chaînes de valeur	2.2	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	1	0	Achevé	Concertations avec les partenaires ALTECH GROUP, BASCONS, TAD ET MBOA, ESF, BRISOL, HALT BANK, SOGAZ, DAP ENERGY, BBOX, IHUSI GAZ, EQUITY BCDC, AKIBA YETU, BURN, pour identifier les stratégies de mise en échelle du marché de caisson propre en RDC	

Activité prévue dans le PTBA de l'année en cours	Produit ¹⁴ (ex. 1.1)	Chronologie prévue pour cette activité ¹⁵	Cible prévue dans le PTBA 2025	Valeur atteinte au 31 décembre 2025	Statut à la fin de la période de rapportage	Progrès réalisé au cours de la période de rapportage	Progrès et/ou défis attendus au cours de l'année suivante
2.3.1: Fournir un financement complémentaire aux partenaires existants performants sur la base de plans d'affaires et de campagnes de marketing/impact actualisés.	2.3	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	3 compléments de financement	1	Achevé	Un financement de 200,000 USD a été approuvé et signé avec Equity BCDC pour la relance de la microfinance GPL	Rapport déjà partagé par Equity BCDC où 4100 personnes ont été formées et 2100 demandes de crédit ont été collectées par Equity BCDC
2.3.2: Soutenir la mise en échelle et répliation des mécanismes de microcrédit énergétique notamment pour les GPL par les institutions financières locales (banques, IMF, Coopec)	2.3	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	2 produits de microfinance	1	Achevé	Un financement de 200,000 USD a été approuvé et signé avec Equity BCDC pour la relance de la microfinance GPL	

5. Résultats du Projet

5.1 Contributions du projet à l'atteinte des indicateurs du cadre de résultats de CAFI

En concordance avec les décisions du Conseil d'Administration de CAFI, veuillez cocher les effets de CAFI auxquels le projet contribue.

Effets CAFI						
Les pratiques agricoles durables permettent la réduction de la conversion des terres et l'augmentation de la sécurité alimentaire	Des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie sont adoptées	Les institutions et parties prenantes du secteur forestier et des aires protégées sont en capacité et disposent d'un cadre légal permettant de promouvoir, suivre et mettre en œuvre la gestion durable des forêts	Les infrastructures et futurs projets miniers et hydrocarbures minimisent leur empreinte globale	i) Les décisions d'aménagement du territoire assurent une représentation équitable des intérêts sectoriels et maintiennent le couvert forestier ii) la sécurisation foncière n'incite pas à la conversion par des individus ou des communautés	La croissance démographique et la migration vers les forêts et les fronts forestiers sont ralenties	Une coordination interministérielle et une gouvernance sont améliorées, et résultent en i) des régimes fiscaux et permis pour les activités économiques qui ne poussent pas les acteurs économiques vers la conversion des forêts et les activités illégales, ii) un climat des affaires favorable aux investissements bénéfiques à la forêt
☐	☒	☐	☐	☐	☐	☐

❖ **Projet à composante territoriale / utilisation des terres : N/A**

❖ **Projet approche habilitante : remplir l'annexe 2.** *On n'attend généralement pas des projets habilitants qu'ils calculent leur contribution à la réduction des émissions. Si des estimations sont fournies, les hypothèses doivent être clairement expliquées.*

Evaluation de volume du CO₂ réduit et superficie de forêt épargnée grâce à l'utilisation des solutions de cuisson propre

a) Volume du CO₂ réduit

Pour évaluer le volume de CO₂, évité, on a considéré la méthodologie CDM¹⁶ selon les types de fournisseurs de foyers améliorés. Pour les quatre ans de vulgarisation de foyers améliorés, la quantité évitée de carbone (tCO₂e) globalement est de 88 048 tCO₂e. Cette quantité est variable selon le type de fournisseur et selon les années (voir figures et photos ci-dessous).

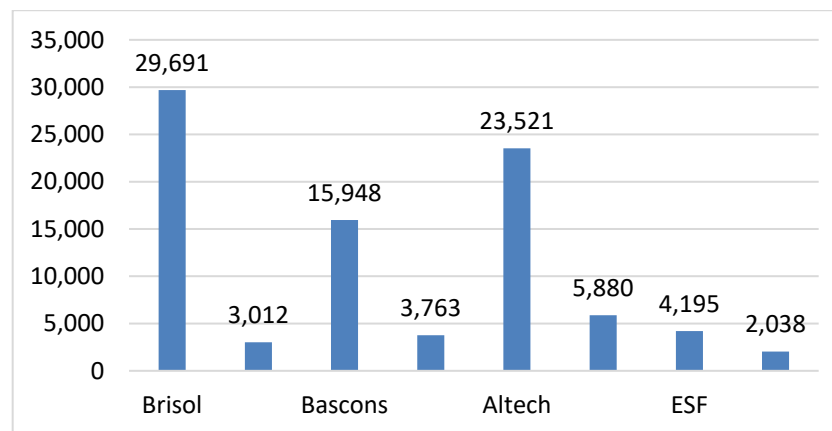


Figure 1 : Quantité de CO₂ réduite avec l'adoption des Foyers améliorés

Quantité de CO₂ évitée avec l'adoption des foyers améliorés avec l'approche CDM

Type d'entreprises	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
Brisol	1 235	8 132	10 037	10 287
TAD	0	309	1 267	1 436
Bascons	406	3 870	4 833	6 839
Yawenisi	0	753	1 007	2 003
Altech	114	5 401	6 183	11 823
Halt bank	0	1 431	1 555	2 894
ESF	0	1 047	1 047	2 101
Mizinzi	0	0	361	1 677
Total	1 755	20 943	26 290	39 060

¹⁶ UNFCCC, S. S. M. (2019). Energy Efficiency Measures in Thermal Applications of Non-renewable Biomass-Version 10.0.

Pour le gaz et les briquettes, nous avons utilisé l'hypothèse que la combustion du charbon de bois de 1,2 kg produit environ 3,1 kg de CO₂. Connaissant la quantité de charbon de bois réduit avec l'adoption de gaz et de foyers améliorés, on en déduit le volume de CO₂ évité (voir tableau ci-dessous). La quantité de CO₂ évité est de 9 279 tCO₂ pour le gaz et 6 603 tCO₂ pour les briquettes.

Quantité de CO₂ évité avec l'adoption de gaz

Enterprises	Volume de charbon de bois correspondant économisé avec adoption gaz (Kg)	tCO ₂
Bboxx	1 253 945	3 239,4
Dap energy	2 235 330	5 774,6
Akiba Ihusi	16 539	42,7
Total	3 505 814	9 056,7

Quantité de CO₂ évité avec l'adoption des briquettes

Enterprises	Volume de charbon de bois correspondant économisé avec adoption gaz (Kg)	CO ₂ évité (tonne/2 ans)
Brisol	2 445 978	6 318,8
PKT	7 383	19,1
Recyclo	442 933	265,0
Total	2 896 293	6 602,8

b) Superficie des forêts épargnées

Pour estimer la superficie de forêt épargnée, on est parti de l'hypothèse que :

- Selon les études CIRAD 2021 à Kinshasa¹⁷ et Goma¹⁸, 51% de charbon provient de la forêt naturelle, 25% de savane, 9% de plantation (Acacia) et 15% non déterminé mais affecté à la forêt. Pour Goma, 61% de charbon de bois provient de la forêt naturelle et 39% des plantations d'Eucalyptus principalement ;

¹⁷ Rapport d'étude sur l'organisation de la filière bois-énergie de la ville de Kinshasa

¹⁸ Rapport d'étude sur l'organisation de la filière bois-énergie de la ville de Goma

Pour Bukavu¹⁹, 68% de charbon de bois provient des forêts naturelles (y compris les jachères forestières) et 32% des plantations forestières (essentiellement Eucalyptus). Pour la ville de Lubumbashi²⁰, le 100% de charbon de bois provient des Miombo et quelques jachères.

- Les études montrent que dans le Kivu, la forêt naturelle dispose de 250 tonnes de biomasse de bois par hectare (Imani et al. 2017), soit 417 m³ du bois et 275 tonnes de biomasse de bois par hectare pour une plantation d'Eucalyptus de plus de 5 ans, soit 458 m³ du bois (Kasekete et al 2022).
- Pour la ville de Kinshasa, dans une forêt naturelle, on a 240 tonnes de biomasse, soit 400 m³ du bois (Xu et al. 2017) et 145 tonnes par hectare pour les plantations d'Acacia, soit 242 m³ du bois (Pierre Proce et al. 2017). Pour la savane, on a estimé la quantité de 2,99 tonnes de biomasse de bois par hectare, soit 5 m³ par hectare (Emilien 2013)²¹. Pour les forêts de Miombo, la biomasse estimée est de 168,8 tonnes par hectare²², soit 281,3 m³.
- La quantité d'hectare pour l'origine savanique n'a pas été considéré en termes d'impact de la déforestation évitée.

Superficie de forêt protégée par les activités du projet avec les foyers améliorés

Entreprise et types des produits vendus	Ligneux économisé (m3 du bois)	Hectare de forêt (origine forêt)	Hectare de forêt (origine plantation)	Hectare de forêt (origine savane)	Hectare de forêt (origine Miombo)	Total Forêt et Miombo
Bascons	461 141	761	171	23057	0	932
Brisol	165 365	242	141		0	383
ESF	9 914	16	7		0	23
Halt Bank	212 795	0	0	0	756	756
Jiko koa (Altech)	170 729	246	112		61	418
Mizinzi & Frères	18 329	30	13		0	43
TAD	30 803	45	26		0	71
Yawe Nissi	125 217	207	47	6261	0	253
Total	1 194 293	1 546	517	29 318	817	2 880

De manière générale, l'intervention du projet dans la vulgarisation des foyers améliorés, permet de sauver **2 880 ha** des forêts naturelles (y compris plantation et forêt de type Miombo).

Pour la vulgarisation de gaz, **129,2 ha** de forêts ont été protégées dans les Kivu (Nord et Sud-Kivu) grâce à l'intervention de ces trois organisations.

¹⁹ Rapport d'étude sur l'organisation de la filière bois-énergie de la ville de Bukavu

²⁰ Rapport d'étude sur l'organisation de la filière bois-énergie de la ville de Lubumbashi

²¹ Emilien 2013. Evolution de la ressource ligneuse et des stocks de carbone dans le bassin d'approvisionnement en bois énergie de la ville de Kinshasa (RDC)

²² Nkulu, F. Y., Mwamba, C. T., Kimonge, I. M., & Djibu, K. (2018). Contribution à l'estimation de la biomasse aérienne des forêts Miombo du Haut Katanga : Etude préliminaire (RD Congo).

Superficie de forêt protégée par les activités du projet avec la vulgarisation de gaz

Entreprises	Equivalent bois (m3 bois)	Hectare de forêt (origine forêt)	Hectare de forêt (origine plantation)	Total
Bboxx	20063	29,3	17,1	46,4
Dap energy	35765	52,3	30,5	82,8
Akiba lhusi	265	0,4	0,2	0,6
Total	56 093	81,7	47,5	129,2

Pour les briquettes, 120 ha des forêts sont préservés grâce à l'intervention de Brisol (85,6ha), PKT (0,02 ha) et de Recyclo (34,8 ha).

Superficie de forêt protégée par les activités du projet avec la vulgarisation des briquettes

Entreprises	Equivalent bois (m3 bois)	Hectare de forêt (origine forêt)	Hectare de forêt (origine plantation)	Hectare de forêt (origine savane)	Total sans savane
Brisol	36 973	54	31		85,6
PKT	11	0	0	1	0,02
Recyclo	19 577	31	4		34,8
Total	56 561	85	35	1	120

Au total, **3 129,5 hectares** de forêt ont été protégés sans tenir compte de la pression sur les savanes qui a été minimisée sur plusieurs hectares.

Merci de déposer l'annexe correspondante à votre projet dans [l'Espace collaboratif \(CAFI- votre projet\) Google Drive](#) et d'indiquer l'hyperlien ici : [Tableau des indicateurs](#)

5.1.1 Matrice des bénéficiaires

Effet	<u>Nouveaux bénéficiaires</u> (bénéficiaires directs ayant reçu un appui pour la première fois au cours de l'année de rapportage) (indiquer % hommes et femmes)	<u>Bénéficiaires actifs</u> (bénéficiaires directs ayant reçu un appui au cours d'une année précédente et continuant de bénéficier ou de participer activement à la mise en œuvre des activités pendant l'année de rapportage) (indiquer % hommes et femmes)	<u>Nombre total des Bénéficiaires de l'année</u> (correspond à la somme des nouveaux bénéficiaires et des bénéficiaires actifs) (indiquer % hommes et femmes)	<u>Nombre total de bénéficiaires directs</u> (correspond à la somme des nouveaux bénéficiaires directs et des bénéficiaires directs cumulés de l'année précédente) (indiquer % hommes et femmes), en cumulatif depuis le début du projet	Description et intensité du soutien	<u>Nombre de bénéficiaires indirects en cumulatif</u> depuis le début du projet	Description et intensité du soutien	Commentaires
Aménagement du territoire	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Energie	750 personnes (60% de femmes et 40% Hommes) 24 acteurs public, privé et société civile (12.5% Femmes et 87,5% d'hommes)	0	750 personnes (60% de femmes et 40% Hommes) 24 acteurs public, privé et société civile (12.5% Femmes et 87,5% d'hommes)	5 116 (68 % d'hommes et 32% de femmes)	Soutien ciblé. Personnes ayant reçu directement une formation sur la cuisson propre lors de la campagne de sensibilisation Ciblé et moyenne : Acteurs impliqués dans le processus de l'élaboration des textes juridiques de GPL	16,5 Cumul 2021 à 2025	il s'agit de plus d'1 million de personnes touchées lors de la campagne de sensibilisation réalisée avec les jeunes volontaires. De plus 500 personnes (audimat estimatif des émissions des campagnes et de la diffusion des messages de sensibilisation dans la télé et les réseaux sociaux (par jugement d'expert)	Les entreprises du fonds de défis ne recevant plus d'appui financiers ne sont pas considérés actifs
Agriculture	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Forêts	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Foncier	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Mines et infrastructures	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Démographie	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Gouvernance	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nombre total (peut ne pas être égal à la somme des rangées ci-dessus)	5 116 Cumul 2021 à 2025					16,5 Cumul 2021 à 2025		

5.2 Contributions du projet à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention

N° du jalon dans la LOI	Descriptif du Jalon	Progrès accomplis lors de la période de rapportage	Progrès accomplis de manière cumulative depuis le début du projet	Commentaires
Jalon 2018 (1)	Réaliser les études de faisabilité sur les énergies de substitution au bois-énergie	Déjà atteint	Le Jalon réalisé à travers les analyses abondantes fournies dans le document du programme, en plus de l'atlas des énergies renouvelables déjà produit par la RDC avec l'appui du PNUD. Les études sur le GPL ainsi que les études de faisabilité sur le MCH.	RAS
Jalon 2018 (2)	Réalisation des études de référence dans les zones cibles par les programmes intégrés sur la production, la consommation et l'efficacité énergétique dans l'utilisation de la ressource « bois-énergie »	Déjà atteint	Les études de référence ont été entièrement réalisées à Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Bukavu et mises à jour	RAS
Jalons 2020 (1)	Réviser la politique énergétique en y incluant le volet « bois-énergie »	Rapport EESS disponible et l'avis favorable disponible PNE révisée éditée, imprimée et transmise au secrétariat du gouvernement	Le comité technique de la PNE établi Formation des membres du comité technique sur le guide d'élaboration de politiques sectorielles Mise en place d'un comité de réviseur multi-acteurs, y compris la société civile Le rapport de diagnostic élaboré révisé et validé La vision, les objectifs et les axes stratégiques de la PNE définis. Le document de la PNE validé techniquement, Conduites des consultations dans les 26 provinces ainsi qu'en ligne Tenue de l'atelier de validation nationale. Rapport de cadre de l'EES réalisé. L'EES réalisée et transmise à l'ACE pour validation et en cours de validation par l'ACE. L'ACE a formulé des observations qui ont été prise en compte et la version amendée était déjà transmis par le Secrétaire Général aux RHE. Un avis favorable a été délivré par l'ACE. Un atelier de mise à jour de la PNE a été organisé pour tenir compte des évolutions dans le secteur (Loi révisé de l'électricité, décret d'avril 2025 sur les Hydrocarbures, le compact Energétique de janvier 2025 La PNE a été finalisées, éditée et imprimée puis soumise au secrétariat général du gouvernement pour l'adoption du conseil en Conseil des Ministres à travers le Ministre des Ressources Hydrauliques et Electricité.	Attente de l'adoption par le conseil des ministres

Jalon 2020 (2)	Diffusion et utilisation par 10% des ménages Kinois des foyers améliorés	NA	62270 vendus à Kinshasa. Aucune vente n'a été enregistrée en 2025, car les contrats des entreprises sont terminés depuis déc. 2024	
----------------	--	----	--	--

6. Communication et promotion

6.1 Illustration spécifique-Photos et vidéo HD

En 2025, une campagne de sensibilisation de porte à porte a été menée dans les 24 communes de la ville de Kinshasa afin de promouvoir l'adoption des solutions de cuisson propre auprès des ménages. Cette initiative visait à informer les populations sur les avantages économiques, sanitaires et environnementaux des alternatives à la cuisson traditionnelle, tout en recueillant leurs perceptions et retours d'expérience.

La campagne s'est appuyée sur la mobilisation et la formation de **750 jeunes volontaires**, dont **60 % de femmes et 40 % d'hommes**, préalablement renforcés sur les enjeux de la cuisson propre, la communication interpersonnelle, le changement de comportement et l'utilisation d'outils digitaux de collecte de données.

Sur une période de **cinq jours**, au moins plus d'1 million de personnes ont été sensibilisé sur les modes de cuisson propre à Kinshasa et ailleurs en RDC, en ligne à travers les réseaux sociaux.

La collecte des données a été réalisée à l'aide d'un **questionnaire digital**, facilitant la centralisation, l'analyse et l'exploitation des informations.

Ci-dessous, le tableau de bord de l'enquête





Formation des enquêteurs

Un des visuels pour la campagne en ligne

Photo partielle de famille lors du Lancement officiel de la campagne à Béatrice Hôtel

Photo partielle des 500 jeunes volontaires pour la campagne sur terrain

Enquêteur sur terrain dans la commune de Bandalungwa

Enquêteurs dans un ménage

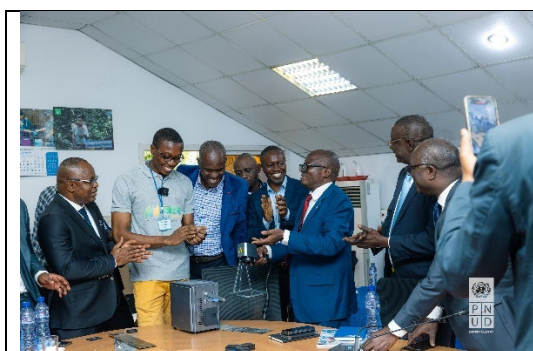
Plus d'images de la campagne [sont accessibles ici](#).

Par ailleurs, la sensibilisation à travers les émissions télé, les publications en lignes et les visuels précédemment diffusés avant la campagne de sensibilisation de grande masse s'est poursuivie.

- [MESSAGE SENSIBILISATION BARBARA](#)
- [CHANT CUISSON PROPRE](#)
- [AKIBA YETU](#)
- [BBOX](#)
- [ESF](#)
- [DAP.mp4](#)
- [Emission Télé sur les réalisations du programme par le coordonnateur](#)
- <https://www.undp.org/fr/drcongo/actualites/cuisson-propre-luncdf-et-le-pnud->

- [appuient-le-secteur-prive-dans-la-diffusion-de-gaz-de-petrole-liquefie-et-des-foyers-ameliorees](#)
- <https://www.undp.org/fr/drcongo/actualites/adoption-du-master-plan-pour-lutilisation-massive-du-gaz-petrole-liquefie-gpl>
- <https://www.undp.org/fr/drcongo/actualites/vers-une-production-industrielle-des-foyers-ameliorees-en-rdc>

Par ailleurs, une cérémonie de remise de matériels d'impression Laser et de visualisation des données a été organisée le 7 août 2025 en faveur des partenaires du projet (MEDD, Hydro, MRHE, ISTA, FFN)



Présentation de l'Imprimante Laser



Photo de famille



Remise de tablettes aux partenaires



Essai de gravure

6.2 Stratégie et plan de communication

La [stratégie de communication](#) du programme, adoptée en début de programme continue de guider les actions de sensibilisation et de l'orientation du rapport d'évaluation à mi-parcours ayant recommandé des efforts de communication à Kinshasa et Lubumbashi.

Pour la période de rapportage, nous n'avons pas enregistré d'activités de communication intenses. Le second semestre sera plus axé sur la communication avec les activités en province et au niveau national respectivement sur les Plans Directeurs GPL et la PNE.

Toutefois, les supports de communication, notamment les messages de sensibilisation de Barbara Kanam et émissions télé réalisées par le programme continue de rester en ligne.

Utilisez et reproduisez le tableau ci-dessous afin de décrire vos efforts de communications :

Nom du projet de communication	Stratégie de communication du Programme de Consommation Durable et Substitution Partielle au Bois-Energie		
Date de début du projet de communication	Du 01/01/2025	Date de fin du projet de communication	Au 31/12/2025
Objectifs du projet de communication (comment ce projet de communication s'insère-t-il dans les objectifs et la stratégie globale ?) :		Sensibilisation de masses pour le changement des comportements afin d'adopter les modes de cuisson propre.	
Audience	Résultat en termes de communication (y compris en termes de communication pour le changement social et comportemental)	Lien aux outils de communication (Par exemple : publications, ateliers, spots radio, pages web)	
Grand Public, Les Autorités Politico-Administratives et les ménages	Plus de 1,5 million personnes sensibilisées par la campagne de promotion de cuisson propre réalisée avec les jeunes volontaires ainsi que à travers les émissions télé encore en ligne	Campagne de sensibilisation avec les jeunes volontaires MESSAGE SENSIBILISATION BARBARA CHANT CUISSON PROPRE EMISSION B-One Emission Télé 50	

6. Exécution financière

7.1 Décaissements

a) Taux de décaissements du projet.

A) Résultats	B) Budget Total (USD) reçu tel que dans le document de programme (indiquer si révision)	B) Budget Total initial (USD) reçu tel que dans le document de programme (indiquer si révision)	B) Budget additionnel reçu (USD)	C) Budget prévu pour la période de rapportage (année 2025)	D) Dépenses annuelles au 31/12/2025	E) Solde au 31/12/2025	F) Taux de décaissement sur la période de rapportage	Décaissement cumulé depuis le début du programme	G) Taux de décaissement cumulé depuis le début du programme
Effet 1 : Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l'importance des combustibles propres et foyers améliorés, et disposent des compétences et connaissances nécessaires pour créer un environnement favorable au développement du marché de ces produits									
Produit 1.1: Des analyses approfondies de la production et de la consommation en énergie de cuisson, dont le bois-énergie, sont réalisées et informent les programmes CAFI	1 390 692,00	816 692,00	574 000,00	370 499,17	197 572,80	172 926,37	53%	1 132 932,73	81,47%
Produit 1.2 : Le potentiel REDD+ lié au secteur de la micro-hydro (MCH) est étudié et évalué	1 270 000,00	1 270 000,00		510 427,91	349 187,17	161 240,74	68%	1 108 759,26	87,30%
Produit 1.3. : Le leadership politique et des institutions techniques sont renforcés pour engager la RDC sur le chemin de sa transition énergétique vers la cuisson propre et créer un environnement favorable au marché tout en protégeant les consommateurs	909 600,00	909 600,00		339 555,85	236 113,21	103 442,64	70%	837 459,55	92,07%
Produit 1.4. : Le cadre légal, politique et réglementaire national portant sur le secteur de l'énergie volet bois énergie, volet GPL et autre source de combustible de substitutions, est opérationnel	2 801 000,00	986 000,00	1 815 000,00	366 540,00	69 909,69	296 630,31	19%	2 809 827,13	100,32%
Produit 1.5. : Une stratégie de communication multi-acteurs et multisectorielle est conçue, de manière participative pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe, et est déployée	963 152,00	963 152,00		300 000,00	314 111,53	-14 111,53	105%	885 947,16	91,98%
Produit 1.6: Des académies TERA sont organisés	468 520,00	468 520,00		150 000,00	98 145,05	51 854,95	65%	399 728,37	85,32%
Sous Total Produit 1.	7 802 964,00	5 413 964,00	2 389 000,00	2 037 022,93	1 265 039,45	771 983,48	62%	7 174 654,20	91,95%
Effet 2: Le marché local de la cuisson propre (énergies et foyers améliorés) est développé de manière viable et commerciale au travers d'un programme d'incubation									
Produit 2.1. : Les opportunités et les besoins dans le secteur de la cuisson propre ont été identifiés et les acteurs sélectionnés en utilisant un processus de sélection compétitif basé sur l'aptitude au marché	499 023,00	499 023,00	0,00	113 476,00	14 973,20	98 502,80	13%	526 043,51	105,41%

A) Résultats	B) Budget Total (USD) reçu tel que dans le document de programme (indiquer si révision)	B) Budget Total initial (USD) reçu tel que dans le document de programme (indiquer si révision)	B) Budget additionnel reçu (USD)	C) Budget prévu pour la période de rapportage (année 2025)	D) Dépenses annuelles au 31/12/2025	E) Solde au 31/12/2025	F) Taux de décaissement sur la période de rapportage	Décaissement cumulatif depuis le début du programme	G) Taux de décaissement cumulatif depuis le début du programme
Produit 2.2.: La viabilité du business et le marché durable des partenaires sélectionnés sont améliorés grâce aux services d'assistance technique (AT) ***	1 220 632,00	1 220 632,00		4 865,00	0,00	4 865,00	0%	1 387 937,30	113,71%
Produit 2.3.: Des mécanismes de financement pour la cuisson propre sont établis afin de répondre aux besoins de financement durable des entreprises partenaires	4 442 261,00	4 442 261,00		703 772,18	811 572,14	-107 799,96	115%	4 207 243,26	94,71%
Sous Total Produit 2.	6 161 916,00	6 161 916,00	0,00	822 113,18	826 545,34	-4 432,16	129%	6 121 224,07	313,83%
Produit: 3 Suivi-Evaluation	375 000,00	300 000,00	75 000,00	160 000,00	40 143,43	119 856,57	25%	199 085,11	53,09%
Suivi et évaluation UNCDF	100 000,00	100 000,00		6 426,82	16 248,36	-9 821,54	253%	122 120,26	122,12%
Total activités et suivi-évaluation	14 439 880,00	11 975 880,00	2 464 000,00	3 025 562,93	2 147 976,58	877 586,35	469%	13 617 083,64	580,99%
Gestion UNDP	2 142 565,96	1 802 827,64	339 738,32	400 000,00	313 084,06	86 915,94	78%	2 084 783,57	97,30%
Gestion UNCDF	240 000,00	240 000,00		35 577,60	16 248,36	19 329,24	46%	258 571,67	107,74%
GMS UNDP	722 420,04	526 158,36	196 261,68	181 791,61	130 363,65	51 427,96	72%	548 751,58	75,96%
GMS UNDCF	455 134,00	455 134,00		60 488,23	60 072,17	416,06	99%	455 134,00	100,00%
	18 000 000,00	15 000 000,00	3 000 000,00	3 703 420,37	2 667 744,82	1 035 675,55	72%	16 964 324,46	94,25%

b) [Tableau 8.2](#)

A) CATEGORIES DE BUDGET UNDG	B) Budget TOTAL	C) Dépenses 1ère tranche	D) % sur les ressources disponibles au 31/12/2024	E) Budget deuxième tranche	F) Dépenses 2e tranche	G) %	I) Dépenses au mois de jan à Juillet 2025	J) %	K) TOTAL USD		
									Budget	Dépenses	%
1. Personnels	2 524 000,00	1 727 165,57	142,74%	990 000,00	397 548,14	40,16%	314 571,14	11,79%	2 524 000,00	2 439 284,85	96,64%
2. Fournitures, produits de base, matériaux	290 000,00	58 427,68	29,21%	-80 000,00	46 503,76	-58,13%	11 002,00	0,41%	290 000,00	115 933,44	39,98%
3. Equipements, véhicules et mobilier (y compris l'amortissement)	158 200,00	45 445,86	28,73%		0,00		57 766,83	2,17%	158 200,00	103 212,69	65,24%
4. Services contractuels	6 985 649,49	3 610 740,96	76,71%	365 369,63	1 699 641,41	465,18%	1 428 197,71	53,54%	6 985 649,49	6 738 580,08	96,46%
5.Voyages	1 228 992,76	837 019,76	330,85%	670 000,00	126 567,32	18,89%	133 524,00	5,01%	1 228 992,76	1 097 111,08	89,27%

6. Transferts et subventions aux contreparties	5 031 916,00	3 460 058,39	104,05%	1 706 623,37	1 085 841,00	63,63%	350 188,55	13,13%	5 031 916,00	4 896 087,94	97,30%
7. Coûts généraux de fonctionnement et autres coûts directs	534 832,19	199 234,78	138,27%	300 000,00	83 897,62	27,97%	182 058,77	6,82%	534 832,19	465 191,17	86,98%
Total des Coûts Directs	16 753 590,44	9 938 093,00	99,40%	3 951 993,00	3 439 999,25	87,04%	2 477 309,00	92,86%	16 753 590,44	15 855 401,25	94,64%
8. Coûts de soutien indirects (Max. 7 %)	1 246 409,56	662 415,65	103,48%	410 000,00	256 071,74	62,46%	190 435,82	7,14%	1 246 409,56	1 108 923,21	88,97%
TOTAL des Coûts	18 000 000,00	10 600 508,65	99,65%	4 361 993,00	3 696 070,99	84,73%	2 667 744,82	100,00%	18 000 000,00	16 964 324,46	94,25%

c) Cout efficacité : Tableau des progrès et décaissements par effets et par produits

Résultats	Indicateurs	Progrès actuel de l'indicateur ²³	Dépenses Cumulatives en US \$ ²⁴	Commentaires
Effet 1 Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l'importance des combustibles propres et foyers améliorés				
Outcome 1 : Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l'importance des combustibles propres et foyers améliorés	1. Existence d'un mécanisme de coordination sur les énergies	Un Arrêté Interministériel a été élaboré et soumis à la signature du ministre de l'environnement pour un cadre de concertation de la cuisson propre	7 174 654,20	Ce groupe de travail sera intégré dans le cadre de concertation de bois énergie et de cuisson propre dont l'arrêté interministériel d'organisation et de fonctionnement en cours de signature par trois ministres (MEDD, MRHE et MH)
	2. Pourcentage de personnes supplémentaires ayant une compréhension des bénéfices de la cuisson propre (groupé par type d'énergie/foyer, catégorie d'utilisateurs et Genre) dans les zones cibles	70%		Les chiffres seront désaggrégés dans le rapport d'évaluation d'impacts de l'appui aux bénéficiaires en cours d'élaboration.
Output 1.1 : Les programmes CAFI sont informés par des analyses approfondies de la production et de la consommation en énergie de cuisson, y compris le bois-énergie	1.1.1 Nombre d'Études bois-énergie et GPL réalisées permettant d'orienter l'action technique et politique (plaidoyer, politique, incubateur)	16	1 132 932,73	4 études conso 4 études de filières 1 étude sur le marché de GPL 1 étude conso de Kisangani CIFOR 6 Etudes d'analyse e marche du GPL
	1.1.2 Existence d'un Cadre fonctionnel de suivi du secteur bois-énergie/consommation énergie de cuisson	1		Cadre de concertation créé et piloté par le SG à l'Environnement et Développement Durable en synergie avec le SG aux RHE et SG aux Hydrocarbures.
Output 1.2 Le potentiel REDD+ lié au secteur de la micro-hydro (MCH) est étudié et évalué	1.2.1 Nombre d'études de faisabilité réalisées sur le potentiel des MCH	3	1 108 759,26	Ces activités ont été arrêtées à la suite de l'évaluation à mi-parcours
	1.2.2 Nombre de sites de MCH construits	0		

²³ Reporter la valeur indiquée dans le tableau 2

²⁴ Tels qu'indiqués dans la colonne G du tableau 5

Résultats	Indicateurs	Progrès actuel de l'indicateur ²³	Dépenses Cumulatives en US \$ ²⁴	Commentaires
	1.2.3 Nombre de ménages ruraux supplémentaires disposant d'électricité issue des MCH	0		du programme entériné par le COPIL du FONAREDD
	Nombre de ménages connectés	0		Ces indicateurs font suite de la matrice de réponse aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours du programme.
	Nombre de Charbonniers formés	50		
	Rapport d'Assistance technique et d'efficacité de fours-post formation et du combustible produit	1		
Output 1.3 : Le leadership politique et les institutions techniques sont renforcés pour engager la RDC sur le chemin de sa transition énergétique vers la cuisson propre et créer un environnement favorable au marché tout en protégeant les consommateurs	1.3.1. Nombre d'acteurs, publics et privés, formés sur la problématique des énergies propres de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagregés par genre	245	837 459,55	
	1.3.2. Nombre de voyages d'échanges et d'études réalisées sur les énergies propres de cuisson, désagregées par type (bois-énergie, GPL, etc.)	6		
	1.3.3. Nombre de groupe inclusif de travail « Énergie de cuisson » fonctionnel	1		
	1.3.4. Nombre de projets d'investissement en appui au GPL développé	0		Encours. Etudes finales d'APD attendues en mars 2026
Output 1.4 : Le cadre légal, politique et réglementaire national portant sur le secteur de l'énergie volet bois énergie, volet GPL et autre source de combustible de substitutions, est opérationnel	1.4.1. Existence d'une Politique du sous-secteur bois-énergie (et cuisson propre) validée par les parties prenantes et assortie d'instruments de mise en œuvre	1	2 809 827,13	La PNE prend en compte les aspects bois-énergie et la stratégie Nationale de la cuisson propre en découle.
	1.4.2 Nombre de personnes (secteur public, secteur privé, société civile) impliquées dans les concertations pour l'élaboration et la mise en œuvre des réformes du secteur des énergies de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagregé par genre	3249		
	1.4.3 Nombre de textes légaux et réglementaires, procédures administratives (i) rédigés (ii) présentés à consultation publique (iii) promulgués sur la gestion du sous-secteur GPL	2		- Un décret intégrant le volet GPL était signé par le 1^{er} Ministre, et un arrêté ministériel portant spécification de produit GPL signé par le Ministre sont validés et après amendement seront transmis pour signature. - Trois (3) autres arrêtés sur le GPL sont en instance de signature auprès de Ministre des Hydrocarbures
Output 1.5 : Une stratégie de communication multiacteurs et multisectorielle est conçue, de manière participative pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe, et est déployée	1.5.1 Existence d'une stratégie de marketing, pour les énergies de cuisson propres, basée sur le changement des comportements	1	885 947,16	
	1.5.2 Nombre de personnes sensibilisées sur les énergies de cuisson propres (y compris bois-énergie et GPL) par type d'acteur et par genre (consommateurs, producteurs, acteurs publics, etc.)	37 400 500		

Résultats	Indicateurs	Progrès actuel de l'indicateur ²³	Dépenses Cumulatives en US \$ ²⁴	Commentaires
OUTPUT 1.6.: Produit 1.6. : Des Académies de Technologies d'Énergies Renouvelables sur la cuisson propre sont organisées.	ACADEMIE TERA 1.6.1 Appui-conseil des entreprises de cuisson propre (ateliers, webinar) sur le design/améliorations des produits, marketing, opérations et documentations pour la bonne gestion et ventes des foyers/produits renouvelables sur les technologies de cuisson propre. 1.6.2 Formation des producteurs de makala sur les meilleures techniques de carbonisation 1.6.3 Effectuer 2 voyages d'échange avec les pays africains sur les technologies de cuisson propre	9 modules de formations sont conçus et disponibles 96 personnes formées sur les différents modules. Un voyage d'étude réalisé à Nairobi, au Kenya au bénéfice de 08 participants représentants entreprises congolaises	399 728,37	
Effet 2: Le marché local de la cuisson propre (énergies et foyers améliorés) est développé de manière viable et commerciale au travers d'un programme d'incubation				
Outcome 2 : Un marché local, économiquement viable, de production et de commercialisation d'énergie propre de cuisson (foyers améliorés et GPL) est développé	1. Nombre de nouveaux ménages utilisant les foyers améliorés comme source de cuisson dans les zones cibles	119297 repartit comme suit : Kin: 62270 - Lub : 12699 Bukavu : 4437 - Goma : 48633	6 121 224,07	
	2. Nombre de ménages utilisant le GPL comme source de cuisson principale ou secondaire dans les zones cibles	Bukavu et Goma : 15296		
	3. Proportion de la population de la RDC utilisant les sources d'énergie propre pour la cuisson, dans les zones cibles	Kinshasa : 66% - Lubumbashi : 22% - Bukavu : 19% - Goma 92%		
	4. Nombre d'emplois directs et indirects créés	1072 emplois directs, dont (31%) femmes et (69%) jeunes		
Output n°2.1 : Les opportunités et les besoins dans le secteur de la cuisson propre ont été identifiés et les acteurs sélectionnés en utilisant un processus de sélection compétitif basé sur l'aptitude au marché	2.1.1. Existence d'un mécanisme d'incubation des entreprises du secteur des FA, validé	1	526 043,51	
	2.1.2. Nombre d'entreprises de cuisson propre (producteurs et distributeurs) sélectionnées et évaluées par type (bois-énergie/GPL)	228		
	2.1.3. Nombre d'accords de partenariat signé avec les entreprises de cuisson propre	17		
Output n° 2.2 : La viabilité du business et le marché durable des partenaires sélectionnés sont améliorés grâce aux services d'assistance technique (AT)	2.2.1 Nombre de personnes bénéficiant de l'assistance technique directe et collective fournie (par type)	293	1 387 937,30	
	2.2.2. Taux d'augmentation des ventes de partenaires du projet	46,50%		
	2.2.3 Nombre de foyers améliorés disséminés	204 926		
Output n° 2.3 : Des mécanismes de financement pour la cuisson propre sont établis afin de répondre aux besoins de financement durable des entreprises partenaires	2.3.1. Volume des financements engagés / décaissés / décaissés, par type (don, prêts, etc.) et cible (entreprise, ménages, etc.) et Genre	20 subv. et 2 prêts.	4 207 243,26	
	2.3.2. Nombre de nouveaux produits financiers énergétiques créés	3		

d) Taux de décaissement par pilier de la Stratégie Nationale REDD+

PILIER	BUDGET DANS LE PRODOC	DECAISSEMENTS ESTIMES POUR LA PERIODE DE RAPPORTAGE	DECAISSEMENTS CUMULES DEPUIS LE DEBUT DU PROJET
Aménagement du Territoire	N/A	N/A	N/A
Foncier	N/A	N/A	N/A
Agriculture	N/A	N/A	N/A
Forêt	N/A	N/A	N/A
Energie	\$18 000 000	\$0	\$18 000 000
Mines et Hydrocarbures	N/A	N/A	N/A
Démographie	N/A	N/A	N/A
Gouvernance	N/A	N/A	N/A

7.2 Contrats

Suivi des contrats

N° du Contrat	Intitulé et thématique	Type (ONG internationale, ONG nationale, entité publique, secteur privé, autre)	Sous type (voir liste ci-dessous)	Montant du contrat	Date signature contrat	Date début des activités	Date fin Contrat	Délai Exécution Prévu	Commentaires
1	Microfinance GPL	Banque (Privé)	Secteur privé	200,000	28 avril 2025	23 juin 2025	6 mois	31 décembre 2025	Activité réalisée. Rapport fournit

Sous-type

ONG Nationale	Entité publique	Secteur privé
N/A	N/A	Deloitte Côte d'Ivoire

7.3 Gestion financière, approvisionnement et ressources humaines

Les dépenses financières sont alignées aux prévisions du PTA et exécutées suivant les procédures financières des agences. Les achats se font sur base de la planification globale faite par le procurement et des stratégies d'achat. Il en est de même de la gestion des Ressources Humaines pilotée par l'unité dédiée.

- *Veuillez évaluer si les dépenses financières du projet sont alignées aux prévisions du PTBA ou en retard par rapport aux plans de travail ;*

Les activités sont exécutées suivant le plan de travail.

- *Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une explication en indiquant les mesures prises pour (i) accélérer la mise en œuvre ; (ii) s'assurer que les résultats attendus soient bien réalisés en qualité et aux échéances prévues ;*

Le programme a été confronté à des obstacles exogènes entravant la mise en œuvre des activités planifiées. Il s'agit notamment des études pour l'élaboration des Plans Directeurs GPL dans les villes de Goma et Bukavu, rendues inaccessibles en raison du conflit armé en cours depuis janvier 2025. Sur recommandation du COPIL en février 2025, et en concertation avec le Secrétariat Général aux Hydrocarbures, le programme et le cabinet consultant Deloitte ont procédé au remplacement de Goma et Bukavu par les villes d'Isiro et Kalemie en mars 2025.

Par ailleurs, la finalisation de l'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) a connu d'importants retards, en raison de la lenteur du processus d'analyse du rapport transmis à l'Agence Congolaise de l'Environnement (ACE) en octobre 2024. Malgré plusieurs relances officielles (courriers et demandes de rencontres), le processus n'a pu être accéléré comme souhaité. Ce n'est qu'en avril 2025 que les observations de l'ACE ont été reçues. Le rapport a été révisé en conséquence et retransmis pour validation finale. Un avis environnemental favorable était accordé par l'ACE et qui a permis de soumettre la PNE au Conseil des Ministres à travers le Ministre des Ressources Hydrauliques et Electricité. A ce stade, la PNE est sous examen au Conseil des Ministres.

- *Veuillez indiquer quel montant en dollars a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour ;*

Il n'y a pas de budget spécifiquement alloué à des activités portant sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Cependant, le secteur de la cuisson propre est de nature dominé par les femmes et les jeunes tout au long de la chaîne de la filière, ce qui les place au cœur de toutes les activités du programme.

Quand comptez-vous demander la deuxième tranche du projet restant au compte du MPTF

Le budget total du programme a été entièrement transféré.

7.4 Mobilisation de ressources

Sur la période de rapportage, il n'y a pas de fonds additionnels mobilisés. Cependant, l'accompagnement technique du programme aux entreprises leur a permis de lever plus de fonds au-delà de la subvention du programme et accroître leur capital pour répondre aux besoins et sollicitations de plus en plus croissants des produits de cuisson propre (Foyers améliorés et GPL).

De manière cumulative, l'approche catalytique utilisée a permis de mobiliser 1,1 millions de dollars américains de co-financement. Il a aussi permis de mobiliser 650 000 dollars de crédit concessionnel pour les entreprises congolaises à travers le mécanisme "bridge"²⁵ de Least Development Countries Investment Platform de l' UNCDF, 500 000 dollars de SIMA et 20 000 dollars de Virunga Fondation. Le crédit de 650 000 dollars octroyés aux entreprises ont permis la levée de 4,5 millions de dollars.

Une allocation de 3 millions de dollars de FONAREDD a été octroyée au Programme pour la duplication du Master plan GPL de Kinshasa dans les villes de Goma (remplacée par Isiro), Bukavu (remplacée par Kalemie), Kisangani, Lubumbashi et Mbuji-Mayi ainsi que pour l'élaboration d'un rapport de synthèse de l'ensemble des Master plan GPL.

Au total plus de **9,7 millions ont été mobilisés** par le programme depuis le début de mise en œuvre.

7.5 Audits

Le programme n'a pas été audité.

7.6 Révisions budgétaires

Veuillez indiquer des éventuelles révisions au budget du projet

Aucune révision budgétaire n'a été faite au cours de la période de rapportage.

Suivi évaluation et apprentissage du projet

Le programme a réalisé toutes ses activités de suivi et évaluation prévues au cours de la période du projet, il a été flexible en adaptant ses méthodes et outils aux activités des consultants pour l'évaluation à mi-parcours (répondre à leurs demandes et faciliter leurs rencontres avec les différents partenaires sur terrain. Le programme a réalisé les actions suivantes :

- Le rapportage du programme et la revue du programme par le comité de pilotage ont été effectués, en produisant un rapport annuel détaillé et en présentant les résultats et les recommandations du programme lors de la réunion du comité de pilotage.
- La collecte des données pour l'évaluation finale de la demande en bois-énergie a été achevée pour tous les indicateurs y relatif, en utilisant les nouvelles technologies de l'information et communication.

²⁵ Le « bridge » est un outil de financement de UNCDF pour octroyer des prêts concessionnels aux entreprises pour les valeurs en dessous de 1 million dollars américains. Pour le « bridge » déployé en RDC l'année passée, les fonds ont été mobilisés à partir de SIDA BOOSTER, KOICA, NORAD, FMO.

- Le suivi du progrès vers les résultats a été effectué selon les fréquences prévues pour chaque indicateur, en exploitant les données disponibles dans la solution en ligne mise en place par le programme.
- Les missions de visites conjointes de suivi des activités du programme ont été limitées aux zones accessibles et sécurisées, en respectant les consignes de sécurité et en privilégiant les réunions virtuelles avec les parties prenantes.
- Le suivi et gestion des risques a été renforcé, en actualisant régulièrement la matrice de gestion des risques et en identifiant les mesures d'atténuation appropriées.
- L'apprentissage a été facilité, en organisant des webinaires thématiques et des ateliers participatifs en ligne et à présentiel avec les partenaires, pour partager les connaissances et les bonnes pratiques liées à l'exécution du programme.

Le budget annuel 2025 du suivi et évaluation représente 166 426,82 USD, soit 4.5% du budget annuel.

Travail des structures de gouvernance :

- Le Comité de pilotage assure la supervision, fournit la direction stratégique et dispose d'un pouvoir de décision ;
- La partie nationale participe au mécanisme de gouvernance mis en place, notamment le COPIL, le comité d'investissement, et un autre comité technique sur la PNE et le processus du plan Directeur GPL, dans l'équipe de rédaction des textes juridiques GPL. Le PNUD, en tant qu'Agence pivot, est responsable de la coordination de l'ensemble des aspects programmatiques, en synergie étroite avec UNCDF et d'autres partenaires au programme ;
- Chaque organisation des Nations Unies participante (PNUD, UNCDF) a la responsabilité programmatique et financière des fonds qui lui ont été versés.

8.1 Etat d'avancement du plan de suivi du projet

Activité de suivi et évaluation	Nombre prévu	Nombre réalisé	Date(s)	Compte-rendu avec hyperlien (doit notamment figurer le suivi des décisions prises dans les instances de décision du projet)
COPIL de projet	1	1	11 février 2025	CR COPIL 11 Fév. 2025
CRP72	1	1	1 nov. 2025	CRP72 Résolutions 9 Programme Energie

8.2 Evaluations

Nature de l'évaluation	Date	Conclusions majeures de l'évaluation	Réponse du management	Suivi mise en œuvre des actions à prendre
Évaluation mi-parcours	Décembre 2022- Juin 2023	Evaluation satisfaisante.	Plusieurs mesures prises par le programme en intégrant les recommandations pertinentes et en ajustant en accord avec les évaluateurs certains commentaires non conforme.	L'évaluation a formulé des recommandations sur lesquelles une réponse de gestion a été élaborée et partagée avec le SE/CT FONAREDD. L'état de suivi de la mise en œuvre des actions de la matrice de gestion des réponses aux recommandations est disponible.

8.3 Intégration des leçons apprises

Les recommandations de l'évaluation à mi-parcours sont en cours de mise en œuvre notamment l'accent sur la sensibilisation dans les zones de Lubumbashi et de Kinshasa. En plus des émissions télévisées, dont la diffusion a continué, le programme a organisée une vaste campagne de sensibilisation utilisant 2 modes : le porte-à-porte et en ligne. Cette campagne a mobilisé 750 jeunes volontaires formés et déployés sur terrains et en ligne. Cette approche nous a permis d'accroître la sensibilisation des ménages et usagers productifs sur la cuisson propre.

Cette campagne sera réalisée à Lubumbashi en 2026 pour entièrement satisfaire la recommandation de l'évaluation à mi-parcours du projet, en matière de sensibilisation.

8.4 Révisions programmatiques (le cas échéant)

Il n'a pas eu de révision programmatique lors de la période rapportage.

8. Thèmes transversaux

9.1 Genre, peuples autochtones et autres groupes vulnérables

Suivi des aspects Genre

Critère	Activités ciblant les groupes sus mentionnés	Résultats	Défis affrontés
Mise en œuvre/Activités	Commissions du comité technique dans le cadre du processus d'élaboration de la PNE & SCP Elaboration des textes juridiques sur le GPL Développement et utilisation d'outils de collecte de données sur la cuisson propre Mise en œuvre de la campagne de sensibilisation sur la cuisson propre (foyers améliorés et le GPL) Test d'évolution de la performance des foyers améliorés à l'issue de l'assistance technique déjà réalisée (Lubumbashi et Kinshasa) Assistances techniques aux producteurs des solutions de cuisson améliorées et propres.	50% des membres participants à ces activités dont certaines dirigent.	Impossibilité d'influencer la nomination de femmes dans les différents comités sous le programme. Néanmoins, un plaidoyer est toujours fait aux décideurs à travers nos courriers de sollicitation et lors de réunions en bilatéral.
Suivi-évaluation	Désagrégation de plusieurs indicateurs par genre (Sexe, jeune, femme et homme) pour améliorer lorsqu'un déséquilibre est constaté	Augmentation de nombre de femmes participantes aux réunions avec des rôles de responsabilité (Présidente de séance ou de comité) Le nombre de femmes aux postes de responsabilité dans les entreprises du fonds de défi augmente.	Le défi reste d'atteindre la parité homme-femme dans nos activités.

- Y a-t-il eu des obstacles sur le plan de la préparation et la mise en œuvre de ces activités ? Comment le projet les a-t-il surmontés ?

Il n'y a pas eu d'entrave à la mise en œuvre des activités genres planifiées. Le programme continue d'encourager ses partenaires à la responsabilisation des femmes dans les activités (réunion, missions etc.).

9.2 Respect des standards environnementaux et sociaux

a. Etude d'impact environnemental et social

Au cours de la période sous examen, le programme a fait le suivi de la validation de l'EES auprès de l'ACE. Le [rapport a été révisé](#) et resoumis à l'ACE puis finalement validé sur la base de ses observations transmis en avril 2025. Un avis favorable de l'ACE a été accordé pour la PNE.

- Une étude d'impact environnemental et social a-t-elle été réalisée au cours de ou avant la période sous-examen ? Oui ☒ indiquer la date : 16 oct 2024 Non ☐.

Il s'agit plutôt d'une évaluation Environnementale et Stratégique sociale.

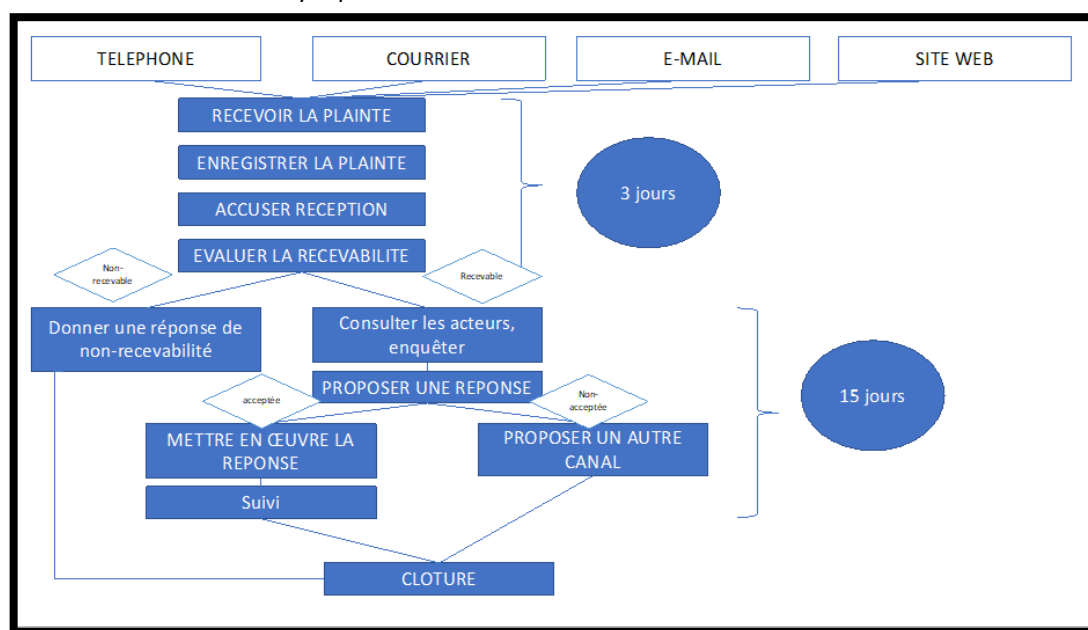
b. Plan de gestion environnementale et sociale

Les activités conduites à ce jour ne sont pas de nature à impacter directement l'environnement. Toutefois, le PNUD et UNCDF font de la sauvegarde de l'environnement une priorité dans toutes leurs interventions. Les programmes et projets du PNUD respectent les objectifs et exigences des [normes environnementales et sociales \(NES\)](#). Les NES ont pour but de : a) renforcer les résultats sociaux et environnementaux des projets et programmes du PNUD ; b) éviter des impacts néfastes sur les personnes et l'environnement ; c) minimiser, atténuer et gérer les impacts néfastes dans les cas où il est impossible de les éviter ; d) renforcer les capacités du PNUD et de ses partenaires à gérer les risques sociaux et environnementaux ; et e) assurer une participation complète et effective des parties prenantes, y compris par un mécanisme visant à répondre aux plaintes provenant des personnes affectées par le projet.

c. Gestion des plaintes et recours

Un [mécanisme de plainte](#) est en place depuis 2022. Il a pour objectif de :

- Informer les partenaires, bénéficiaires ou autres parties prenantes de leurs droits de communiquer au PNUD leurs préoccupations ou plaintes ;
- Permettre au PNUD de rectifier ou de corriger les erreurs éventuelles ;
- Améliorer la redevabilité du PNUD envers ses partenaires et bénéficiaires du projet ;
- Maintenir la cohésion sociale dans la zone du projet et promouvoir la résilience communautaire ;
- Offrir un cadre d'expression aux bénéficiaires et assurer une participation ouverte à tous les membres de la communauté ;
- Donner l'accès à un système clair et transparent de résolution des litiges et autres doléances et retours en lien avec le PNUD ;
- Recueillir les avis et suggestions des parties prenantes sur les activités financées par le PNUD.
- Documenter les suggestions, les plaintes ou les abus constatés afin de permettre aux partenaires de mise en œuvre d'y répondre.



Aucune plainte n'a été enregistré au cours de la période sous examen.

N°	Lieu	Description de la plainte	Date d'émission	Résolution prise
		N/A		

Les partenaires de mise en œuvre ont été informés de l'existence et du fonctionnement du mécanisme des plaintes et recours pendant les missions de suivi et sont en mesure d'adresser leurs plaintes selon les schémas présenté.

d. Garanties de Cancún

Suivi des mesures/principes de sauvegardes de Cancún

	Actions spécifiques du projet	Défis rencontrés
Principe 1 : Les activités REDD+ doivent protéger les forêts naturelles, favoriser l'accroissement des services environnementaux et renforcer la préservation de la biodiversité. (Cancun a ; IFC norme 6)	- Appui technique et financier aux entreprises contribuant à la réduction de la pression sur les forêts en promouvant les solutions de cuisson améliorée et alternative autour des parcs de Virunga au Nord Kivu et Kahuzi Biega au sud Kivu ; - Promotion sur l' utilisation de sources d' énergie alternatives au bois, comme le GPL, le biogaz ; - Annulation des études de faisabilité pour le MCH dans la réserve d' Epulu - Sensibilisation et d' éducation pour informer les communautés locales	- La promotion sur l'utilisation de sources d'énergie alternatives au bois, comme le GPL ou le biogaz, se heurte à des obstacles tels que le prix élevé de ces énergies, leur faible disponibilité, et le manque d'infrastructures. De plus, la population a une forte préférence culturelle pour le bois-énergie, qui est considéré comme plus pratique et plus adapté à la cuisine locale. - La sensibilisation et l'éducation pour informer les communautés locales sur les impacts négatifs du bois-énergie sur la santé, l'économie et l'environnement nécessitent des moyens de communication efficaces, adaptés aux réalités locales, et impliquant les acteurs clés, tels que les autorités coutumières, les leaders religieux, les associations de femmes, etc.
Principe 2 : Les activités REDD+ doivent favoriser la transparence et la bonne gouvernance. (Cancun b)	- Renforcement des capacités des institutions publiques, des acteurs privés et de la société civile impliqués dans la production et la consommation du bois-énergie et des énergies alternatives, notamment le GPL. - Mise en place d' un système de suivi, de vérification et de rapportage des impacts du programme sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. - Développement des mécanismes de participation, de consultation et de dialogue entre les parties prenantes, en respectant les droits et les intérêts des populations locales et autochtones, et en tenant compte des questions de genre et d'équité à travers les mécanismes de coordination sur les énergies. - Renforcement du cadre juridique et réglementaire du secteur de l'énergie, en harmonisant les normes, les taxes, les subventions et les incitations pour le bois-énergie et les énergies alternatives.	- Assurer la transparence dans la gestion des fonds et la mise en œuvre du programme. - Garantir une bonne gouvernance à tous les niveaux du programme, y compris la participation des organisations locales et des parties prenantes concernées. - Surmonter les obstacles institutionnels et réglementaires qui pourraient entraver la mise en œuvre efficace du programme.
Principe 3 : Les activités REDD+ doivent minimiser les pertes et dommages, prévoir des voies de recours et mettre en place des mécanismes de réparations justes et équitables d'éventuelles pertes et/ou dommages subis par les communautés et autres parties prenantes (IFC norme 4)	- Mise en place d' un système de suivi et d'évaluation participatif et transparent, impliquant les communautés à travers les MEDD et le MERH, la GTCCR et les autres parties prenantes, pour mesurer les impacts environnementaux, sociaux, et économiques du programme, et identifier et prévenir les risques de pertes et dommages. - Renforcement des capacités et les droits des communautés et des autres parties prenantes, notamment les femmes, les jeunes à participer aux décisions et aux bénéfices du programme, et à accéder aux informations et aux services énergétiques. - Développement et mise en œuvre des mécanismes de gestion de plaintes et de recours, accessibles, indépendants, et efficaces, pour permettre aux parties prenantes de signaler et de résoudre les éventuels conflits, plaintes, ou violations des droits liés au programme.	- La faible sensibilisation et éducation des consommateurs sur les avantages et les modalités d'utilisation du GPL et des foyers améliorés, qui freine leur adoption et leur fidélisation. - La concurrence et la résistance des acteurs du secteur du bois-énergie, qui peuvent percevoir le programme comme une menace pour leurs intérêts et leurs revenus. - Une faible coordination et régulation entre les différents acteurs et secteurs impliqués dans le programme, qui peut entraîner des conflits, des duplications, ou des inefficacités.
Principe 4 : Les bénéfices économiques et sociaux générés par les activités REDD+ doivent être partagés équitablement et proportionnellement par les parties prenantes intéressées (Cancún f ; IFC norme 1)	- L' assurance d' une répartition équitable des bénéfices économiques et sociaux générés par le programme entre toutes les parties prenantes, y compris les zones d' intervention du programme. - Mise en place des mécanismes de suivi et d' évaluation pour garantir que les bénéfices sont répartis de manière équitable et proportionnelle. - Formation et soutien aux parties prenantes pour leur permettre de participer pleinement au programme et de bénéficier de ses avantages.	- Contextes régionaux variés : Différentes parties du pays ont différents contextes par rapport au secteur et ont donc des besoins d' appui différents. Par exemple, au Nord et Sud Kivu, il y a présence de beaucoup d' acteurs producteurs et distributeurs des foyers de cuisson à la suite des programmes humanitaires qui y ont été développés, mais on constate que la plupart d' acteurs du secteur ne sont pas formellement enregistrés et devraient être accompagnés à opérer comme entreprise.

		- Gestion des ressources : L' amélioration de la technologie de production, le contrôle de la qualité et la capacité de distribution, ainsi que la capacité de stockage, le suivi du stock et de vente ont été des défis auxquels le programme a eu à faire face. - Renforcement des capacités : Le renforcement du service de marketing, de vente, et de service après-vente peut également poser des défis. - Le retard dans le transfert de fonds a entravé la mise en œuvre du programme et retardé ainsi la réalisation des certaines activités occasionnant ainsi un délai dans la réalisation des objectifs.
Principe 5 : Les activités REDD+ doivent favoriser l'émergence de nouvelles opportunités économiques pour contribuer au développement durable des communautés locales et des peuples autochtones	- Formation des producteurs locaux à la production et à la distribution d' énergies de substitution, comme le gaz de pétrole liquéfié (GPL), et les ménages locaux à l' utilisation de foyers à plus grande efficacité énergétique ; - Création des opportunités d' emploi dans la production, la distribution et le service après-vente des énergies de substitution et des foyers à plus grande efficacité énergétique. - Soutient du développement d' entreprises locales pour la production et la distribution d' énergies de substitution et de foyers à plus grande efficacité énergétique	Retard dans le transfert budgétaire ayant impacté sérieusement les actions du programme.
Principe 6 : Les activités REDD+ doivent assurer la participation effective et efficiente de toutes les parties prenantes, notamment des communautés locales et autochtones dans leurs spécificités locales (Cancun d)	Large consultation des parties dans les 26 province lors du processus de l'élaboration de la politique nationale de l'énergie impliquant la société civile, communauté locale y compris les peuples autochtones	Le défi majeur est la logistique pour atteindre toutes les capitales provinciales mal desservies par avion Transcrire les activités en langues locales
Principe 7 : Les activités REDD+ doivent respecter les droits humains, ceux des travailleurs qu'ils emploient et les droits aux terres et ressources naturelles des communautés riveraines concernées (Cancun c)	Dans le cadre du programme, une attention particulière a toujours été d'assurer que les droits humains liés à la législation nationale du travail sont respectés. Ces principes font parties des accords signés avec les partenaires et consultants	RAS
a) Que les actions complètent ou sont conformes aux objectifs des programmes forestiers nationaux et des conventions et accords internationaux pertinents ;	Signatures de partenariat pour des activités de promotion de foyers améliorés et de GPL qui sont toutes conformes aux objectifs de réduction de la déforestation	N/A
b) Mesures visant à réduire les déplacements d'émissions.	Appui-conseil aux entreprises pour s' assurer de produire les foyers améliorés sur place pour éviter les émissions dues à l' importations	
C) Norme de performance 2 : Main-d'œuvre et conditions de travail	Tous les partenaires producteurs des foyers améliorés, distributeurs des GPL ont une politique de gestion de leur personnel cadrant avec la législation sociale en vigueur en RD Congo.	C'est un exercice où les entreprises se sentent contraintes vis-à-vis de la loi de travail en RDC

9. Gestion des risques

10.1 Matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée

Gestion des risques

Identification des risques		Evolution du risque stable, accru, amoindri) lors de l'année de rapportage	Traitement du risque		
Description du risque	Catégorie de risque		Action anticipée ou menée par le projet	Responsabilité	Echéance
Retard dans l'adoption de la PNE en conseil des ministres	Opérationnel	Important	Suivi régulier auprès du Secrétariat du Gouvernement via le Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité	Programme/Cabinet du Ministre	1 ^{er} Trimestre de l'année 2026
Impossibilité d'élaborer les Plans Directeurs GPL de Goma et de Bukavu à cause de la guerre	Opérationnel	Important	Relocalisation des sites d'étude à Isiro et Kalemie sous recommandations du COPIL et en concertation avec le SG Hydro et le consultant	Programme	Mars 2025
Retard dans l'élaboration du plan directeurs additionnels de GPL dû au déploiement des consultants en raison de la guerre survenue depuis janvier 2025 dans l'Est du pays	Opérationnel	Important	Révision du calendrier d'exécution des activités de concert avec le SG Hydrocarbures et le consultant. Demande d'extension sans coût aux bailleur	Programme	Reporté au 1 ^{er} Trimestre de l'année 2026

10.2 Évaluation de la transparence et de l'intégrité

Cas de Fraude, mauvaise utilisation de fonds et corruption	Oui (reporter ci-dessous combien de cas allégés, en cours d'investigation et/ou ayant conduit à des sanctions pour la période de rapportage, et une brève description de chacun des cas)	Non
Allégations		X
Investigations		X
Sanctions (y compris les recouvrements effectués et leurs montants)		X
Cas d'exploitation, abus et harcèlement sexuels		X
Allégations		X
Investigations		X
Sanctions		X

Fraude, mauvaise utilisation de fonds et corruption : Veuillez détailler les formations fournies aux staffs, consultants et sous-contractants sur fraude, la mégestion de fonds et la corruption depuis le début du programme

	Pour la période de rapportage	Depuis le début du programme
Nombre de staffs formés /nombre de staff total	0	8
Nombre de consultants formés / nombre total	0	7
Nombre de sous-contractants formés / nombre total	0	5
Exploitation, abus et harcèlement sexuels		
Veuillez détailler les formations fournies aux staffs, consultants et sous contractants sur l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuel	Pour la période de rapportage	Depuis le début du programme
Nombre de staffs formés/nombre de staff total	0	8
Nombre de consultants formés / nombre total	0	7
Nombre de sous-contractants formés / nombre total	0	5

10. Récapitulatif des livrables

1. [Rapports d'analyse de marché GPL des villes de Kananga, Lubumbashi, Mbuji-Mayi](#)
2. [Rapport final d'EESS de la PNE](#)
3. [Avis favorable sur l'EESS de la PNE](#)
4. [Document de la PNE final soumis à l'adoption du Gouvernement](#)
5. [Décret sur les Hydrocarbures avec un chapitre sur le GPL](#)
6. [Rapport de cadre de l'Etude de faisabilité du centre de Réception et de stockage GPL à Muanda](#)
7. [Rapport Avant-projet sommaire de faisabilité du centre de Réception et de stockage GPL à Muanda](#)
8. [Rapport d'évaluation des indicateurs d'impacts du fond défi et d'incubation pour la cuisson propre](#)
9. [Textes juridiques GPL \(Décret et Arrêté ministériel sur les spécifications\)](#)

11. Annexes

- [Tableau des indicateurs](#)
- [Annexe 3 / Tableau 8.2](#)